



PROVINCE DE HAINAUT ARRONDISSEMENT DE THUIN COMMUNE D'ESTINNES

N° 4

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL
 EN DATE DU 23 MAI 2016



PRESENTS :

MM TOURNEUR A.

ANTHOINE A., DENEUFBOURG D., GARY F., MAES J.M.
 MINON C.

GRANDE C., BRUNEBARBE G., BEQUET P., DELPLANQUE J.P.,
 VITELLARO G. (jusque pt 2A) DUFRANE B., JEANMART V.,
 JAUPART A., MOLLE J.P., MANNA B., BAYEUL O., VANDEN
 HECKE J., LAMBERT S., MABILLE J. (à partir du pt 2B)
 GONTIER L.M.

Bourgmestre,

Echevins,
 Présidente du CPAS

Conseillers,
 Directrice générale f.f.

=====

Le Conseil Communal, en séance publique,

La Bourgmestre-Présidente, A. TOURNEUR, ouvre la séance à 19 h.

La Bourgmestre-Présidente procède ensuite au tirage au sort et c'est la conseillère J. VANDEN HECKE qui est désignée pour voter en premier lieu.

Avant de passer à l'examen des points de l'ordre du jour, la Bourgmestre-Présidente A. Tourneur, en vertu de l'article 34 du Règlement d'ordre intérieur qui suit, demande aux conseillers de déclarer l'urgence et d'examiner les points énoncés ci-dessous avant le prononcé du huis clos :

« Article 34 - Aucun point non inscrit à l'ordre du jour de la réunion du conseil communal ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence est déclarée par les deux tiers au moins des membres du conseil communal présents; leurs noms sont insérés au procès-verbal de la réunion.

Lorsque le nombre des membres du conseil communal présents n'est pas un multiple de trois, il y a lieu, pour la détermination des deux tiers, d'arrondir à l'unité supérieure le résultat de la division par trois suivie de la multiplication par deux. »

18 conseillers prennent part au vote et DECIDENT à l'unanimité de déclarer l'urgence pour les points cités ci-dessous :

1. POP/ELECTIONS.PM.LMG

Conseiller communal – Démission du Conseiller communal GP Vitellaro Giuseppe
 Prise d'acte du désistement de Madame Marie CANART pour le remplacement de M. Vitellaro Giuseppe

Vérification des pouvoirs et installation du conseiller suppléant, MR Jules MABILLE

Prestation de serment de Mr Jules MABILLE

Rapport concernant la vérification des pouvoirs d'un conseiller suppléant.

Règlement d'ordre intérieur : Modification du tableau de préséance suite à l'installation de Mr Jules MABILLE

EXAMEN - DECISION

2. FE / FIN-BDV

FABRIQUE D'EGLISE NOTRE-DAME DU TRAVAIL DE BRAY

COMPTE 2015 : AVIS

EXAMEN-DECISION

Le Conseiller communal A. Jaupart entre en séance à 19 h 05.

POINT N°1.

=====

DEVVRUR/Conseil Communal des enfants/AL

Bilan des activités du Conseil communal des enfants avec les jeunes conseillers.

INFORMATION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce et présente le premier point : Bilan des activités du Conseil communal des enfants avec les jeunes conseillers. INFORMATION
A l'issue de leur mandature, les enfants du conseil communal sont reçus ce jour par le conseil communal en vue de dresser le bilan de leurs activités.

Elle passe la parole à Mme A. Lombard, coordinatrice de l'accueil temps libre qui a encadré les jeunes conseillers durant ces deux ans.

Mme Lombard rappelle les activités et projets réalisés au cours du mandat 2014-2016. Elle cite :

- « Cartons rouges » - se garer avec respect (septembre 2015)
- Place aux enfants (octobre 2015)
- Parade de Noël (décembre 2015)
- Articles dans le journal (février et avril 2016)
- 17ème rassemblement des Conseils communaux d'enfants à Namur (avril 2016)
- « Je lis dans ma Commune » (mai 2016)

Pour dresser le bilan de leur première expérience, les jeunes conseillers ont choisi une image et un mot pour l'illustrer. Ensuite, ils donnent leur appréciation positive ou négative de l'expérience en vue d'améliorer le fonctionnement pour les prochains jeunes conseillers:

➔ Agathe : image = amusée avec les autres
mot = amusement

Mon « + » : les différents projets

Mon « - » : le jour de la réunion (souvent, fatiguée le mercredi après-midi)

➔ Guillaume : image = ça m'a plu, ça m'a libéré
mot = liberté

Mon « + » : les sorties
 Mon « -« : rien !

➔ Enora image = tous unis, ensemble
 mot = unité

Mon « + » : les activités extérieures
 Mon « -« : rien !

➔ Louis : image = smiley ☺
 Mot = amusé dans les projets
 Mon « + » : le projet « cartons rouges »
 Mon « -« : stress (lors de la prestation de serment)

➔ Eloïse : image = c'était amusant, gai
 Mot = gaieté
 Mon « + » : Namur, la visite du Parlement wallon
 Mon « -« : pas le mercredi

➔ Ambre : image = toujours en route, on a trouvé de nouveaux amis
 mot = convivialité
 Mon « + » : la journée à Namur, la visite du Parlement wallon
 Mon « -« : le mercredi, on a souvent une activité

➔ François-Xavier : image = groupe
 Mot = amusement
 Mon « + » : le voyage à Namur
 Mon « -« : rien !

➔ Alice : image = groupe
 A apprécié les activités extérieures
 Mon « + » : Place aux enfants
 Mon « -« : rien !

➔ Théo image = smiley ☹ (pas aimé)
 mot = déception
 Mon « + » : les activités réalisées
 Mon « -« : les réunions devraient être plus dynamiques

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur remercie les jeunes conseillers pour leur engagement. Le mot « unité » si important par ces temps a retenu son attention.

Un livre est remis à chacun en souvenir de ce mandat : « De 1830 à nos jours, une histoire belge ».

Le verre de l'amitié est ensuite offert et la séance est suspendue de 19H20 à 19H40.

POINT N°2

=====

2. POP/ELECTIONS.PM - LMG

2.A.)Conseiller communal – Démission du Conseiller communal GP Vitellaro Giuseppe
Prise d’acte du désistement de Madame Marie CANART pour le remplacement de M. Vitellaro Giuseppe

2.B)Vérification des pouvoirs et installation du conseiller suppléant, MR Jules MABILLE
Prestation de serment de Mr Jules MABILLE

Rapport concernant la vérification des pouvoirs d’un conseiller suppléant.

2.C.)Règlement d’ordre intérieur : Modification du tableau de préséance suite à l’installation de Mr Jules MABILLE

EXAMEN - DECISION

DEBAT
<p>La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce et présente le point 2 : Conseiller communal – Démission du Conseiller communal GP Vitellaro Giuseppe</p> <p>Prise d’acte du désistement de Madame Marie CANART pour le remplacement de M. Vitellaro Giuseppe</p> <p>Vérification des pouvoirs et installation du conseiller suppléant, Mr Jules MABILLE - Rapport concernant la vérification des pouvoirs d’un conseiller suppléant. Prestation de serment de Mr Jules MABILLE</p> <p>Règlement d’ordre intérieur : Modification du tableau de préséance suite à l’installation de Mr Jules MABILLE - EXAMEN – DECISION</p> <p>La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur lit la lettre par laquelle M. Vitellaro remet sa démission. Elle le remercie pour ses remarques et la plus-value apportée au sein du Conseil communal. Elle lui souhaite bon vent dans une autre commune.</p> <p>Le Conseiller G. Vitellaro s’exprime à propos de sa démission et de sa motivation reprise dans son courrier. Il a rencontré à Estinnes des gens chaleureux et passionnés et il s’est investi dans la vie de sa commune. Il part à La Louvière dont il est originaire et cite Cicéron « Je vais là où je me sens bien », il pense qu’il continuera à s’investir à La Louvière pour ses concitoyens.</p> <p>Les propos des jeunes conseillers ont retenu toute son attention et leur investissement lui fait plaisir, il a le même ressenti. Il souhaite également bon vent à l’assemblée.</p>

2.A.) POP/ELECTIONS.PM - LMG

Conseiller communal – Démission du Conseiller communal GP Vitellaro Giuseppe

Vu le PV de la séance du Conseil communal du 03/12/2012 relatif à l’installation du Conseil communal issu des élections du 14/10/2012 validée par le Collège provincial en date 08/11/2012 ;

Vu les articles L1121-2 et L 1122-9 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation qui disposent :

Article L1121-2

« Les conseillers communaux sortant lors d’un renouvellement intégral et les démissionnaires restent en fonction jusqu’à ce que l’installation de leurs successeurs ait eu lieu. »

Article L1122-9

La démission des fonctions de conseiller est notifiée par écrit au conseil, lequel l'accepte lors de la première séance suivant cette notification.

La démission prend effet à la date où le conseil l'accepte et est notifiée par le directeur général à l'intéressé. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification.

Considérant la lettre en date du 06/05/2016 entrée le 09/05/2016 de Monsieur Vitellaro Giuseppe, conseiller communal, de la liste GP, dont le contenu est repris ci-après :

*« Madame La Bourgmestre, Ma chère Aurore,
Je porte à votre connaissance ma démission au Conseil communal de la commune d'Estinnes.
Comme vous le savez, un déménagement en dehors du territoire communal entraîne la démission du Conseiller.
Ce sera le cas dans les prochains jours.
Je tiens dès à présent à remercier mes électeurs, le Conseil communal et le groupe GP.
Mon remplaçant enrichira sans aucun doute les débats futurs au sein même de ce Conseil.
Je souhaite grande prospérité à cette commune qui m'a adopté, il y a maintenant plusieurs années.*

Veillez, accepter, Madame la Bourgmestre, Aurore, l'expression de ma plus grande considération. G Vitellaro »

Vu le courrier en date du 17/05/2016 visant à notifier au Conseil communal la démission de Monsieur Giuseppe Vitellaro en qualité de Conseiller communal du groupe GP ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de Monsieur Vitellaro Giuseppe ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'ACCEPTER la démission de Monsieur Vitellaro Giuseppe, conseiller communal GP à dater du 23/05/2016.

2.B.) Prise d'acte du désistement de Madame Marie CANART pour le remplacement de M. Vitellaro Giuseppe

Vérification des pouvoirs et installation du conseiller suppléant, MR Jules MABILLE **Prestation de serment de Mr Jules MABILLE**

Attendu que le Conseil communal réuni le 23/05/2016 a accepté la démission de Monsieur Vitellaro Giuseppe, conseiller communal, de la liste 10- GP ;

Vu le PV de la séance du Conseil communal du 03/12/2012 relatif à l'installation du Conseil communal issu des élections du 14/10/2012 validée par le Collège provincial en date 08/11/2012 duquel il ressort pour la liste 10 –GP :

« sont proclamés élus conseillers communaux

Pour la liste 10 –GP

Vitellaro Giuseppe

Delplanque Jean-Pierre

Desnos Jean Yves
Dufrane Baudouin
Bequet Philippe

Sont désignés conseillers suppléants :

Pour la liste 10 – GP

1^{er} suppléant : M. Bayeul Olivier
2^{ème} suppléant : Mme Canart Marie
3^{ème} suppléant : M. Mabilles Jules
4^{ème} suppléant : Mme Marlière Marguerite (Maggy)
5^{ème} suppléant : Mme Lavolle Sophie
6^{ème} suppléant : M. Gaudier Luc
7^{ème} suppléant : Mme Molle Françoise
8^{ème} suppléant : Mme Bougniat Céline
9^{ème} suppléant : M. Baras Christian
10^{ème} suppléant : Mme Parent Elodie
11^{ème} suppléant : Mme Capouillez Nicole
12^{ème} suppléant : M. Antenucci Patricia
13^{ème} suppléant : Mme Devergnies Vanessa
14^{ème} suppléant : M. Parmentier Eddy

Vu la délibération du Conseil communal en date du 26/02/2015 acceptant la démission de Monsieur DESNOS Jean-Yves comme Conseiller communal à dater du 26/02/2015 ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 26/02/2015 par laquelle Monsieur Bayeul Olivier, 1^{er} conseiller suppléant de la liste 10-GP est installé en qualité de conseiller communal en remplacement de Monsieur Desnos Jean Yves, démissionnaire ;

Considérant la lettre du 17/05/2016 envoyée à Mme Canart Marie, 2^{ème} suppléant venant en ordre utile sur la liste 10 - GP - l'invitant à la séance du Conseil communal fixée le 23/05/2016 à 19H30 afin de procéder à son installation en qualité de Conseillère communale ;

Vu le courriel reçu en date du 17/05/2016 de Mme Canart Marie, 2^{ème} suppléante de la liste 10-GP décidant de ne pas accepter la fonction de Conseillère communale en remplacement de Monsieur Giuseppe Vitellaro ;

Considérant la lettre du 18/05/2016 envoyée à Mr Jules MABILLE, 3^{ème} suppléant venant en ordre utile sur la liste 10 - GP - l'invitant à la séance du Conseil communal fixée le 23/05/2016 à 19H afin de procéder à son installation en qualité de Conseiller communal ;

Considérant le courrier en date du 19/05/2016 de Mr Jules MABILLE acceptant de pourvoir au remplacement de Monsieur Vitellaro Giuseppe, Conseiller Communal GP sortant ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la vérification des pouvoirs de Mr Jules MABILLE, 3^{ème} suppléant sur la liste n°10 – GP dont Monsieur Vitellaro Giuseppe faisait partie ;

Considérant que les pouvoirs de Mr Jules MABILLE ont été vérifiés et qu'il ne se trouve dans aucun cas d'incompatibilité qui empêcherait son installation en qualité de conseiller communal effectif ;

Considérant que rien ne s'oppose dès lors à ce qu'il prête le serment prescrit par l'article L 1126-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'article L1122-4 du CDLD qui dispose :

« art. L1122-4 :

Tout candidat élu peut, après validation de son élection, renoncer, avant son installation, au mandat qui lui a été conféré. Ce désistement, pour être valable, doit être notifié par écrit au conseil communal, lequel en prend acte dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par le directeur général à l'intéressé. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification. »

LE CONSEIL PREND ACTE de la renonciation de Madame Marie CANART au mandat qui lui a été conféré, et ce conformément au courrier adressé au Conseil communal le 17/05/2016.

Monsieur Jules MABILLE est alors invité à prêter le serment suivant prescrit par l'article L 1126-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation : « *Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge* » entre les mains de Mme Aurore TOURNEUR, Bourgmestre et est déclaré installé dans sa fonction de conseiller communal.

Il figurera en dernier lieu dans l'ordre de préséance sur le tableau de préséance du Conseil communal.

Un extrait de la présente sera transmis à Monsieur le Gouverneur de la Province.

<p>Rapport concernant la vérification des pouvoirs d'un conseiller suppléant.</p>
--

En séance du 23/05/2016, vous avez accepté la démission de Monsieur Vitellaro Giuseppe, Conseiller communal, de la liste 10 –GP.

Conformément au code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, il y a lieu de procéder à la vérification des pouvoirs de Mr Jules MABILLE, Conseiller suppléant, élu lors des élections du 14/10/2012 sur la liste 10- GP, liste à laquelle appartenait le conseiller effectif précité.

La vérification n'ayant pas pour objet de contrôler la régularité de l'élection, n'a pour but que de vérifier si ledit conseiller réunit toujours les conditions d'éligibilité requises.

Or, il appert des documents présentés que Mr Jules MABILLE, a conservé la qualité de belge, qu'il est âgé de 18 accomplis, est inscrit aux registres de population de la commune et ne se trouve pas dans un des cas d'inéligibilité visés à l'article L4142 du CDLD ;

Il ne se trouve en outre dans aucun des cas d'incompatibilité par fonction, parenté ou alliance prévus par les articles L1125-1 à L1125-10 du CDLD.

En conséquence, il m'apparaît que nous pouvons admettre Mr Jules MABILLE à la prestation du serment requis pour pouvoir remplir son mandat.

Fait à Estinnes, le 23/05/2016.

Le rapporteur,

A TOURNEUR, Bourgmestre.

2.C.) POP/ELECTIONS.PM

Règlement d'ordre intérieur : Modification du tableau de préséance suite à l'installation de Mr Jules MABILLE **EXAMEN - DECISION**

Vu les délibérations du Conseil communal de ce jour décidant :

- D'accepter la démission de Monsieur Vitellaro Giuseppe, conseiller communal GP à dater du 23/05/2016.
- De prendre acte de la renonciation de Madame Marie CANART au mandat qui lui a été conféré, et ce conformément au courrier adressé au Conseil communal le 17/05/2016.

Vu les délibérations du Conseil communal du :

- 03/12/2012 établissant le tableau de préséance suite aux élections
- 27/05/2013 établissant le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal et notamment l'article 4 établissant le tableau de préséance adopté suite à la démission de Mr. Jaupart, Echevin ;
- 17/02/2014 établissant le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal et notamment l'article 4 établissant le tableau de préséance adopté suite à la déchéance de plein droit du mandat de Conseillère communale de Marcq I.;
- 26/02/2015 établissant le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal et notamment l'article 4 établissant le tableau de préséance adopté suite à la démission de Mr Desnos Jean-Yves Conseiller communal ;
- 23/03/2015 établissant le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal et notamment l'article 4 établissant le tableau de préséance adopté suite à la démission de Mr Rogge Rudy, Conseiller communal ;
- 26/10/2015 établissant le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal et notamment l'article 4 établissant le tableau de préséance adopté suite à la démission de Mme Demoustier Elodie du mandat d'échevine et Conseillère communale comme suit :

Tableau de préséance	Votes nominatifs	Total des votes	Ancienneté au 26/10/2015
HEULERS-BRUNEBARBE Ginette	365	365	20 ans 10 mois
ANTHOINE Albert	580	1130	14 ans 10 mois
BEQUET Philippe	396	396	14 ans 10 mois
TOURNEUR Aurore	1.531	2.261	8 ans 10 mois
VITELLARO Giuseppe	354	681	8 ans 10 mois
DENEUFBOURG Delphine	477	477	8 ans 10 mois
GARY Florence	166	166	4 ans 11 mois
DELPLANQUE Jean-Pierre	621	621	2 ans 10 mois
GRANDE Carla	484	484	2 ans 10 mois
DUFRANE Baudouin	468	468	2 ans 10 mois

JEANMART Valentin	425	425	2 ans 10 mois
MINON Catherine	401	401	2 ans 10 mois
JAUPART Alexandre	387	387	2 ans 10 mois
MAES Jean-Michel	163	163	2 ans 10 mois
MOLLE Jean-Pierre	338	338	2 ans 8 mois
MANNA Bruno	113	113	1 an 7 mois
BAYEUL Olivier	313	313	8 mois
VANDEN HECKE- DEJONCKHEERE Joëlle	256	256	7 mois
LAMBERT Sébastien	108	108	0 mois

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et notamment l'article L 1122-8 ;

Attendu qu'il convient de modifier le tableau de préséance suite à la démission du Conseiller communal Vitellaro Giuseppe acceptée ce jour et à l'installation de Mr Jules MABILLE ce jour ;

DECIDE A L'UNANIMITE

1. De modifier le tableau de préséance tel qu'établi dans le chapitre 1^{er} – article 4 – du règlement d'ordre d'intérieur comme suit :

Tableau de préséance établi lors de l'installation du Conseil communal le 03/12/2012, modifié suite à la démission de M. Jaupart en date du 18/02/2013 et à la perte du mandat de Conseillère communale en date du 17/02/2014 de Mme Marcq Isabelle, à la démission de M. Desnos en date du 26/02/2015, à la démission de Mr Rogge Rudy en date du 23/03/2015, à la démission de Mme Demoustier Elodie en date du 26/10/2015 et à la démission de Mr Vitellaro Giuseppe en date du 23/05/2016 :

Tableau de préséance	Votes nominatifs	Total des votes	Ancienneté au 23/05/2015
HEULERS- BRUNEBARBE Ginette	365	365	21 ans 7 mois
ANTHOINE Albert	580	1130	15 ans 7 mois
BEQUET Philippe	396	396	15 ans 7 mois
TOURNEUR Aurore	1.531	2.261	9 ans 7 mois
DENEUFBOURG Delphine	477	477	9 ans 7 mois
GARY Florence	166	166	5 ans 6 mois
DELPLANQUE Jean- Pierre	621	621	3 ans 7 mois
GRANDE Carla	484	484	3 ans 7 mois
DUFRANE Baudouin	468	468	3 ans 7 mois
JEANMART Valentin	425	425	3 ans 7 mois
MINON Catherine	401	401	3 ans 7 mois
JAUPART Alexandre	387	387	3 ans 7 mois
MAES Jean-Michel	163	163	3 ans 7 mois
MOLLE Jean-Pierre	338	338	3 ans 5 mois
MANNA Bruno	113	113	2 ans 3 mois
BAYEUL Olivier	313	313	1 an 3 mois

VANDEN HECKE Joëlle	256	256	1 an 2 mois
LAMBERT Sébastien	108	108	6 mois
MABILLE Jules	296	296	0 mois

POINT N°3

=====

FIN/MPE/JN

Marché public de Travaux – PIC, projet n°1 - Amélioration rue de Bray - marché conjoint

SPGE - Approbation des conditions et du mode de passation

EXAMEN – DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 3 : Marché public de Travaux – PIC, projet n°1 - Amélioration rue de Bray - marché conjoint SPGE - Approbation des conditions et du mode de passation - EXAMEN – DECISION

C'est l'auteur de projet Mme Pire qui présente ce dossier. Il s'agit d'un projet de réaménagement de la rue de Bray de façade à façade. Le béton sera démoli et remplacé par de l'asphalte. Il est prévu des zones de stationnement et du mobilier urbain. C'est la SRWT qui subsidie les arrêts de bus. Elle évoque également le problème des inondations récentes qui est en discussion avec la Région afin de trouver une solution. Le projet ne changera pas car le problème des inondations vient de l'amont. Ce qui sera prévu, c'est de récupérer les eaux dans un avaloir plus grand. Quant à l'égouttage il sera refait par la SPGE, un chemisage du tuyau est prévu. Elle cite le budget de ce projet : 30.000 euros à charge de la SRWT, 908.217 euros à charge de la commune et 287.680 euros à charge d'IDEA.

Le Conseiller O. Bayeul s'étonne que la SRWT ait donné son aval pour les arrêts de bus car ils se situent à l'entrée de la rue.

Mme Pire répond que ce problème a déjà été discuté. La SRWT ne voulait pas d'arrêt à la rue de Mons. Finalement le carrefour est large et permet d'avoir une bonne vision.

Le Conseiller P. Bequet demande si la vitesse sera abaissée à 30Km/H.

Mme Pire précise qu'il s'agit d'une zone 50 km/H mais des aménagements de sécurité seront faits pour contribuer à diminuer la vitesse, tels des coussins berlinois. Des aménagements en trottoirs seront également réalisés qui donneront une notion visuelle de moindre largeur.

Le Conseiller B. Dufrane revenant sur les inondations, pose la question de la chronologie des travaux.

Mme Pire précise qu'il s'agit de dossiers différents et ne connaît pas la vitesse à laquelle les aménagements pour la gestion des eaux vont être réalisés, mais il est prévu de raccorder le fossé quand il sera fait.

L'Echevin A. Anthoine précise que dans un premier temps, on va installer des fascines (clôtures et pailles). Dès que le champ sera libre, un fossé sera creusé pour l'écoulement d'eau. En fonction de la carte des inondations, on voit où l'eau va se déverser et où il faut agir.

La Bourgmestre-Présidente précise qu'il n'y aura pas de réouverture mais qu'il est important de faire avancer le dossier.

Mme Pire acquiesce et précise que l'égout est en accotement.

Le Conseiller A. Jaupart demande si des impétrants ne devront plus intervenir.

La Bourgmestre-Présidente répond que l'on a écrit à tous les riverains.

La Conseillère C. Grande demande la portion de voirie exacte où les aménagements seront réalisés, jusqu'à l'îlot en forme de Y ?

Mme Pire confirme.

Le Conseiller J. Mabilie remarque une discordance entre le subsidie repris dans le tableau et celui précisé dans la délibération. Il espère que les fascines ne resteront pas car il trouve que c'est affreux à l'arrière des maisons.

En ce qui concerne les subsides, la Bourgmestre-Présidente déclare que nous vérifierons.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24, et notamment l'article 38 permettant une exécution conjointe des travaux pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant que le projet de réaménagement de la rue de Bray a été inscrit dans le cadre du Plan communal d'Investissement 2013 - 2016 approuvé par le Conseil communal en date du 26/08/2013 ;

Considérant le courrier du Ministre Furlan du 23/01/2014 concernant l'approbation partielle de notre plan d'investissement ;

Considérant la décision du Conseil communal du 24/04/2014 de solliciter la modification du PCI ;

Considérant que le PCI modifié a été approuvé par la Région wallonne comme suit :

	Intitulé de l'investissement	Estimation des travaux (en ce compris frais d'études et essais)	Estimation des interventions extérieures		Estimation des montants à prendre en compte dans le plan d'investissement	Estimation des montants à prélever sur fonds propres communaux	Estimation de l'intervention régionale (DGO1)
			SPGE	autres intervenants			
1	Amélioration de la rue de Bray	913.957,08			913.957,08	456.978,54	456.978,54
2	Aménagements sécurités abords écoles	272.398,59			272.398,59	136.199,30	136.199,30
3	Egouttage exclusif Route de Mons (phase 2)	722.500,00	722.500,00				
	TOTAUX				1.186.355,67	593.177,84	593.177,84

Vu le courrier du 24/07/2014 duquel il ressort que le montant du subsidy est plafonné à 527.373 euros pour l'ensemble des projets inscrits au PCI ;

Attendu que le subsidy est destiné à financer 50% des dépenses ;

Considérant que le dossier d'aménagement de la rue de Bray a déjà été soumis au conseil communal pour approbation et transmis à la Région wallonne ;

Considérant qu'une inspection plus précise de l'égouttage a été sollicitée auprès de l'IDEA et que celle-ci a démontré qu'il convenait de réaliser un chemisage de l'égouttage ;

Considérant dès lors que ce dossier devient un dossier conjoint avec la SPGE ;

Considérant dès lors qu'il convient d'approuver le cahier des charges modifié dans le cadre du dossier conjoint et de retransmettre à la Région wallonne pour accord;

Vu la décision du Collège communal du 19 juin 2014 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "PIC, projet n°1 - Amélioration rue de Bray - marché conjoint SPGE" à SCENILUM, Chaussée de Louvain 431F à 1380 Ohain ;

Vu la décision du Collège communal du 22 janvier 2015 approuvant le projet d'esquisse de ce marché, dont le montant estimé s'élève à 895.078,10 € TVAC ;

Considérant le cahier des charges N° 20140010 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, SCENILUM, Chaussée de Louvain 431F à 1380 Ohain ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.070.068,70 € hors TVA ou 1.227.693,17 €, TVA comprise, y compris la part de la SPGE et celle de la SRWT ;

Considérant qu'une partie des coûts est payée par le tiers payant SPGE, 4-16, Avenue de Stassart à 5000 Namur, et que le montant s'élève à 287.680 € HTVA ;

Considérant qu'une partie des coûts est payée par le tiers payant SRWT, 96 Avenue Gouverneur Bovesse, 5100 Namur, et que le montant s'élève à 31.796,00 € HTVA ;

Considérant que la part communale s'élève donc à 908.217,17 € TVAC ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par SPW - DG01 - Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur, et que cette partie est estimée à 454.108,59 € ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel la Commune d'Estinnes exécutera la procédure et interviendra au nom de SPGE et de la SRWT à l'attribution du marché ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 42179/735-60 et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve windvision, un emprunt et prélèvement sur le FRIC (subside octroyé par la RW dans le cadre du PIC);

Considérant que l'avis de légalité est exigé, que le Receveur régional a remis son avis et que celle-ci n'a pas de remarques ;

DECIDE A LA MAJORITE PAR 18 OUI 1 ABSTENTION (CG)

Article 1er :

D'approuver le cahier des charges et le montant estimé du marché "PIC, projet n°1 - Amélioration rue de Bray - marché conjoint SPGE", établis par l'auteur de projet, SCENILUM, Chaussée de Louvain 431F à 1380 Ohain. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.070.068,70 € hors TVA ou 1.227.693,17 €, TVA comprise.

Article 2 :

De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3 :

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante SPW - DG01 - Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur.

Article 4 :

De solliciter une contribution pour ce marché auprès du tiers payant SPGE, 4-16, Avenue de Stassart à 5000 Namur ainsi qu'auprès de la SRWT, 96 Avenue Gouverneur Bovesse, 5100 Namur

Article 5 :

La Commune d'Estinnes est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom de SPGE et de la SRWT, à l'attribution du marché.

Article 6 :

En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 7 :

Copie de cette décision est transmise aux pouvoirs adjudicateurs participants.

Article 8 :

De financer cette dépense par un emprunt, le fonds de réserve extraordinaire windvision et le prélèvement sur le fonds FRIC provenant du subside de la Région wallonne.

Article 9 :

D'autoriser le préfinancement de la dépense sur moyens propres.

POINT N°4

=====

FIN/MPE/JN-CM

Marché public de Travaux – PIC projet n°2 – Aménagement de sécurité aux abords des écoles
- Approbation des conditions et du mode de passation

EXAMEN – DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 4 : Marché public de Travaux – PIC projet n°2 – Aménagement de sécurité aux abords des écoles - Approbation des conditions et du mode de passation - EXAMEN – DECISION

Elle passe la parole à Mme Pire, auteur de projet qui présente les aménagements à l'appui d'un plan. Elle précise qu'il s'agit d'interventions limitées. Les premiers aménagements concernent l'école Saint Joseph et la création d'une liaison sécurisée pour les enfants. Les trottoirs seront réalisés en pavé béton gris anthracite et pour la voirie, le matériau restera pareil. Le stationnement est prévu en voirie avec un même nombre d'emplacements. Du mobilier urbain sera installé afin d'empêcher le stationnement sur le trottoir.

Le second projet concerne l'école de Bonne espérance et vise à réduire la vitesse et sécuriser les cheminements vélos. Des dos d'âne et coussins berlinois seront installés.

Le Conseiller B. Dufrane constate qu'il n'y a jamais de situation idéale car le charroi est important. Il demande s'il y aura du stationnement alternatif à la rue Grande ?

Mme Pire répond par l'affirmative et précise qu'il y aura des aires de dépose sauf le week end pour les riverains. Les aménagements visent le respect des 30Km/H.

La Conseillère J. Vanden Hecke demande la confirmation des 2 aires de dépose et trouve que les emplacements de stationnement seront diminués. Elle pense qu'il faudrait favoriser plus de place.

Mme Pire confirme qu'il n'y aura que 2 aires de dépose et précise qu'une discussion a été menée avec le Directeur pour trouver une autre solution. L'idée est de créer un rang pour aller à pied plutôt que de se garer près de l'école. Il lui semblait important que les piétons et les enfants soient en sécurité sur le trottoir et que l'on ne puisse plus s'y garer.

La Bourgmestre-Présidente précise également qu'une sécurisation par rapport au bus sera établie.

Le Conseiller O. Bayeul revient au stationnement alternatif et trouve que c'est assez droit. Le Conseiller S. Lambert suggère qu'un plateau aurait été adéquat.

Mme Pire répond que des coussins berlinois seront posés et que la voirie ne sera pas refaite, ce qui serait plus coûteux. Elle précise le budget qui est de 150.957 euros pour la rue Grande et de 115.000 euros pour la rue Jurion, soit un total de 265.825 euros TVAC.

La Bourgmestre-Présidente ajoute que la dépense sera financée par le subside et le fonds de réserve Windvision.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant que le Conseil communal a approuvé le Plan d'Investissement Communal 2013 - 2016 en date du 26/08/2013 ;

Considérant le courrier du Ministre Furlan du 23/01/2014 concernant l'approbation partielle de notre plan d'investissement ;

Considérant la décision du Conseil communal du 24/04/2014 de solliciter la modification du PCI afin d'y inscrire le projet d'aménagements de sécurité aux abords des écoles ;

Considérant que le PCI modifié a été approuvé par la Région wallonne comme suit :

	Intitulé de l'investissement	Estimation des travaux (en ce compris frais d'études et essais)	Estimation des interventions extérieures	Estimation des montants à prendre en compte dans le plan d'investissement	Estimation des montants à prélever sur fonds propres communaux	Estimation de l'intervention régionale (DGO1)

			SPGE	autres intervenants			
1	Amélioration de la rue de Bray	913.957,08			913.957,08	456.978,54	456.978,54
2	Aménagements sécurités abords écoles	272.398,59			272.398,59	136.199,30	136.199,30
3	Egouttage exclusif Route de Mons (phase 2)	722.500,00	722.500,00				
	TOTAUX				1.186.355,67	593.177,84	593.177,84

Vu le courrier du 24/07/2014 duquel il ressort que le montant du subside est plafonné à 527.373 euros pour l'ensemble des projets inscrits au PCI ;

Attendu que le subside est destiné à financer 50% des dépenses ;

Considérant qu'il convient d'approuver ce dossier et de le transmettre à la Région wallonne pour sollicitation des subsides ;

Vu la décision du Collège communal du 19 juin 2014 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "PIC, projet n°2 - Aménagement de sécurité aux abords des écoles" à SCENILUM, Chaussée de Louvain 431F à 1380 Ohain ;

Vu la décision du Collège communal du 29 octobre 2015 approuvant l'avant-projet de ce marché ;

Considérant le cahier des charges relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, SCENILUM, Chaussée de Louvain 431F à 1380 Ohain ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 219.690,78 € hors TVA ou 265.825,84 €, TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 42183/735-60 (n° de projet 20160006) et sera financé par prélèvement sur le fonds extraordinaire windvision et par subside ;

Considérant que l'avis de légalité est exigé, que le Receveur régional a remis son avis et que celle-ci n'a pas de remarques.

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1er :

D'approuver le cahier des charges et le montant estimé du marché "PIC, projet n°2 - Aménagement de sécurité aux abords des écoles", établis par l'auteur de projet, SCENILUM, Chaussée de Louvain 431F à 1380 Ohain. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 219.690,78 € hors TVA ou 265.825,84 €, TVA comprise.

Article 2 :

De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3 :

De financer cette dépense par le fonds de réserve extraordinaire windvision et par le subside.

Article 4 :

D'autoriser le préfinancement de la dépense sur fonds propres.

Article 5 :

De transmettre le dossier au pouvoir subsidiant pour sollicitation des subsides.

POINT N°5

=====

Procès-verbal de la séance du conseil communal du 18/04/2016.

Approbation

EXAMEN – DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 5: Procès-verbal de la séance précédente- Approbation - EXAMEN- DECISION
Elle demande aux conseillers s'ils ont des remarques à formuler à ce sujet.

Le Conseiller P. Bequet revient sur le point 14 et le boni conséquent de la Fabrique d'église Saint Rémi. Une réunion des fabriques d'église devait avoir lieu, le boni va-t-il être réincorporé dans les comptes de la commune ?

Le Conseiller A. Jaupart répond que les fabriques vont se réunir pour le logiciel et que cela sera abordé à ce moment-là.

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur libère Mme Pire et la remercie pour ses interventions.

19 conseillers prennent part au vote **et DECIDENT A L'UNANIMITE**

Le procès-verbal de la séance du 18/04/2016 est admis.

POINT N°6

=====

BG.SECPU.CV/Sécurité publique

Politique de sécurité - 2016

EXAMEN – DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 6 et le présente :
Sécurité publique - Politique de sécurité – 2016 - EXAMEN – DECISION
La circulaire budgétaire 2016 recommande de mettre à l'ordre du jour du Conseil communal durant lequel la dotation à la zone de police sera votée, un point relatif à la politique de sécurité.

Le Plan Zonal de Sécurité 2014-2017 approuvé par le Conseil de Police en date du 28 octobre 2013 a repris les objectifs suivants :

Priorité 1 : les délits (patrimoniaux) contre les propriétés

Priorité 2 : les faits à connotation familiale

Priorité 3 : la lutte contre les drogues

Priorité 4 : la sécurité routière

Le Conseiller B. Dufrane estime que les priorités doivent évoluer avec la vie et que les problèmes relatifs à la drogue devraient être en avant.

La Bourgmestre-Présidente précise que sur le terrain, ce sont surtout les faits à connotation familiale qui se passent le plus.

Le Conseiller JP Delplanque estime également que les faits de drogue devraient être plus pris en compte et cite en exemple ce qui se passe sur la place communale.

Quant à lui, le Conseiller P. Bequet trouve que la vitesse et la sécurité routière méritent également toute l'attention. La vitesse est problématique et la sécurité routière importante.

Le Bourgmestre-Présidente pense que c'est à discuter au Conseil de police et à revoir en 2017.

Vu les articles 39, 40, 71, 76 et 248 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux modifiée par la loi du 02 avril 2001 ;

Vu la circulaire budgétaire 2016 à l'attention des communes wallonnes recommandant de mettre à l'ordre du jour du Conseil communal durant lequel la dotation à la zone de police sera votée, un point relatif à la politique de sécurité afin de débattre des problèmes propres à notre commune notamment dans la perspective du Plan Zonal de Sécurité ;

Vu le Plan Zonal de Sécurité 2014-2017 approuvé par le Conseil de Police en date du 28 octobre 2013 reprenant les objectifs suivants :

- Priorité 1 : les délits (patrimoniaux) contre les propriétés
- Priorité 2 : les faits à connotation familiale
- Priorité 3 : la lutte contre les drogues
- Priorité 4 : la sécurité routière

DECIDE A L'UNANIMITE

De marquer son accord sur les priorités citées ci-dessus.

POINT N°7

=====

Service Cadre de Vie / Dév. Rural / Mobilité/ NJ-FL

Règlement complémentaire de police - Demande d'abrogation d'un emplacement de stationnement pour handicapés – de Madame Debrue Mariette - Estinnes-au-Mont, rue des Trieux.

EXAMEN – DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 7 : Règlement complémentaire de police - Demande d'abrogation d'un emplacement de stationnement pour handicapés – de Madame Debrue Mariette - Estinnes-au-Mont, rue des Trieux.
EXAMEN – DECISION

L'Echevin JM Maes explique qu'il s'agit de supprimer un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées n'ayant plus d'utilité (décès de la personne).

Le Conseiller P. Bequet demande s'il faut vraiment l'enlever ?

La Bourgmestre-Présidente répond qu'il s'agit d'une demande des riverains.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la loi communale;

Considérant que Madame DEBRUE Mariette est décédée ; que dès lors son emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées n'a plus son utilité ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

ARRETE A L'UNANIMITE

Article 1. – Dans la rue des Trieux, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées existant, du côté impair, le long du n°121 est abrogé.

Article 2. - Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

POINT N°8

=====

Service Cadre de Vie / Dév. Rural / Mobilité/ NJ-FL

Règlement complémentaire de police - Demande d'octroi d'un emplacement de stationnement pour handicapés – par Monsieur Buisseret Willy, domicilié à la cité Ferrer 16/2 à Haulchin.

EXAMEN – DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 8 : Règlement complémentaire de police - Demande d'octroi d'un emplacement de stationnement pour handicapés – par Monsieur Buisseret Willy, domicilié à la cité Ferrer 16/2 à Haulchin.
EXAMEN – DECISION

L'Echevin JM Maes explique qu'il s'agit d'une demande de création d'un emplacement de stationnement pour handicapés à la cité Ferrer.

Le Conseiller S. Lambert soulève qu'une place pour handicapé n'est pas nominative, elle est pour tout le monde. Il faudrait l'expliquer.

Le Conseiller A. Jaupart suggère d'en informer les riverains.

Le Conseiller B. Dufrane demande si cet emplacement est déjà créé.

La Bourgmestre-présidente répond que pour le créer, il faut une décision.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la loi communale;

Considérant que Monsieur Buisseret Willy, domicilié à la cité Ferrer 16/2 à Haulchin sollicite la création d'un emplacement handicapé aux abords de son domicile ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

ARRETE A L'UNANIMITE

Article 1^{er}. – Dans la Cité Ferrer, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées, du côté pair, le long du n°16.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante « 6m ».

Article 2. - Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics et de la Société Immobilière Sociale Entre Sambre et Haine.

POINT N°9

=====

Service Cadre de Vie / Dév. Rural / Mobilité/ NJ-FL

Règlement complémentaire de police - Demande d'octroi d'un emplacement de stationnement pour handicapés – par Madame Malaise, domiciliée à Estinnes-au-Mont, Chaussée Bruneault n°160.

EXAMEN – DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 9 : Règlement complémentaire de police - Demande d'octroi d'un emplacement de stationnement pour handicapés – par Madame Malaise, domiciliée à Estinnes-au-Mont, Chaussée Bruneault n°160.

EXAMEN – DECISION

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la loi communale;

Considérant que Madame Malaise, domiciliée à Estinnes-au-Mont, Chaussée Bruneault n°160 sollicite la création d'un emplacement handicapé aux abords de son domicile ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie régionale;

ARRETE A L'UNANIMITE

Article 1^{er}. – Dans la chaussée Bruneault (desserte située entre les n° 176 à 169), un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées, du côté opposé aux habitations, à l'opposé du n°168.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés.

Article 2. - Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics et de la D.T. de Mons.

POINT N°10

=====

Service Cadre de Vie / Dév. Rural / Mobilité/ NJ-FL

Règlement complémentaire de police - Demande d'octroi d'un emplacement de stationnement pour handicapés – par Madame Turchi, domiciliée à Estinnes-au-Val, rue Grande, n°208/1.

EXAMEN – DECISION

DEBAT

<p>La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 10 : Règlement complémentaire de police - Demande d'octroi d'un emplacement de stationnement pour handicapés – par Madame Turchi, domiciliée à Estinnes-au-Val, rue Grande, n°208/1.</p> <p>EXAMEN – DECISION</p>
--

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la loi communale;

Considérant que Madame Turchi, domiciliée à Estinnes-au-Val, rue Grande, n°208/1 sollicite la création d'un emplacement handicapé aux abords de son domicile ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Vu l'article L 1122-19 du CDLD qui stipule : « *Il est interdit à tout membre du conseil et du collège :*

l° d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après son élection, ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel ou direct. » /...

Le Conseiller O. Bayeul, parent du demandeur, ne prend pas part à la délibération.

18 conseillers prennent part au vote et

ARRESENT A L'UNANIMITE

Article 1^{er}. – Dans la rue Grande, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées, du côté pair, le long du n°208. :

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante « 6m ».

Article 2. - Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

POINT N°11

=====

Service Cadre de Vie / Dév. Rural / Mobilité/ NJ-FL

Règlement complémentaire de police - Demande d'un stationnement à durée limitée – par Monsieur Catherine, domicilié à Haulchin, Place de Waressaix, n°12b.

EXAMEN – DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 11 : Règlement complémentaire de police - Demande d'un stationnement à durée limitée – par Monsieur Catherine, domicilié à Haulchin, Place de Waressaix, n°12b - EXAMEN – DECISION

Le Conseiller B. Dufrane a rencontré les intéressés et pensent que ce n'est pas un stationnement à durée limitée qui est demandé mais une régulation du stationnement à des moments ou événements ponctuels (fêtes des mères, pères....). Ils souhaiteraient un stationnement avec potelets qui ait force de loi à certains moments.

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur pense que ce n'est pas possible de prendre un arrêté à chaque fois.

Le Conseiller S. Lambert suggère d'établir une zone de chargement et déchargement limitée à certaines heures.

La Présidente C. Minon pense qu'ils veulent un emplacement de stationnement pour leurs clients, or certains riverains restent là tout le temps.

Pour le Conseiller S. Lambert, il appartient à la commune de régler.

Le Conseiller A. Jaupart pense qu'il faut préciser les heures d'utilisation du disque en fonction des heures d'ouverture du magasin.

Le Conseiller J. Mabilie craint une avalanche de demandes.

La Bourgmestre-Présidente pense que les demandes ne seront pas si nombreuses. Une étude sur le chargement et le déchargement pourrait être ajoutée dans le PCM.

Le Conseiller B. Dufrane réclame une ouverture du débat, d'autres personnes pourraient être intéressées.

Le Conseiller P. Bequet s'inquiète de savoir si les subsides alloués pour la rénovation de la Place permettent le stationnement.

La Bourgmestre-Présidente répond que le stationnement est permis et suggère de reporter le point à une séance ultérieure après avoir rencontré les intéressés.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la loi communale;

Considérant la demande de Monsieur Catherine tendant à obtenir un aménagement de la zone de stationnement située devant son immeuble en vue de laisser celle-ci accessible aux clients et livreurs de son commerce situé Place de Waressaix 12A à Haulchin ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Attendu qu'il convient de revoir les demandeurs par rapport à la mesure proposée ;

DECIDE A L'UNANIMITE de reporter l'examen de ce point lors d'une prochaine séance.

POINT N°12

=====

DR/Mobilité/NJ/Fiche FEDER-Ravel-CUC

Etude IDEA Projet d'extension et maillage continu du RAVeL

EXAMEN-DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 12 : Fiche FEDER-Ravel-CUC - Etude IDEA Projet d'extension et maillage continu du RAVeL - EXAMEN-DECISION

Une étude a été sollicitée par la CUC auprès de l'IDEA en vue de déposer une fiche FEDER pour subsidier le projet (projets d'extension du RAVeL dans le cadre du développement des voies lentes du Cœur du Hainaut). Son coût est de 1856,10 € et sera à charge du fonds de réserve extraordinaire.

Considérant les projets d'extension du RAVeL dans le cadre du développement des voies lentes du Cœur du Hainaut et l'étude préalable sollicitée par la CUC auprès de l'IDEA en vue de déposer une fiche FEDER pour subsidier le projet ;

Vu la décision du Collège Communal du 13 mars 2014 marquant son accord de principe sur la quote-part communale dans le paiement de l'étude sollicitée auprès de l'IDEA ;

Attendu que l'IDEA a transmis en date du 07 avril 2016 le fichier « Programmation 2014-2020 des fonds structurels -, dossier soumis au financement FEDER » ainsi que la facture dont le montant « quote-part communale d'Estinnes » s'élève à 1856,10 € ;

Attendu que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 56910/73360 pour un montant de 2000 € ;

DECIDE A L'UNANIMITE

De financer la dépense à charge du fonds de réserve extraordinaire

POINT N°13

=====

FIN/BUD/JN/CV

Budget 2016 - Modification budgétaire des services ordinaire et extraordinaire 2/2016

Tableau de bord et coûts nets

EXAMEN – DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 13 : Modification budgétaire - Services ordinaire et extraordinaire 2/2016 - Tableau de bord et coûts nets - EXAMEN – DECISION

C'est l'Echevine D. Deneufbourg qui présente la MB 02/2016. Elle explique qu'à l'ordinaire, la MB 02/2016 totalisent 8.937.919,14 euros dont :

- 40 % pour les dépenses de personnel
- 16 % pour les dépenses de fonctionnement
- 34 % pour les dépenses de transfert
- 8 % pour les dépenses de dettes.

Les recettes ordinaires de l'exercice propre s'élèvent à 9.119.978,88 euros dont 95 % sont des recettes de transfert. La MB 02/2016 dégage donc un boni de 182.059,79 euros.

Elle explique également les principales variations entre la MB 01/2016 et la MB 02/2016.

En ce qui concerne la MB 02 extraordinaire, elle explique les différents mouvements en comparaison avec la MB 01/2016.

Le Conseiller J. Mabilille constate que le boni général a diminué de 33 % sur trois ans et trouve la situation inquiétante.

L'Echevine D. Deneufbourg répond qu'effectivement le boni baisse mais que des investissements ont été réalisés pour améliorer le cadre de vie ainsi que les bâtiments. Des provisions ont été créées. Le retard des additionnels a également un impact sur notre situation qui n'est toutefois pas en péril.

Le Conseiller J. Mabilille pense que l'on ne peut tout accepter, qu'il n'y a pas qu'à Estinnes que les dépenses de transfert augmentent. Il y a des nouvelles recettes, or le boni baisse. Quant aux provisions, certaines sont obligatoires et d'autres représentent une pomme pour l'avenir.

Pour la Bourgmestre-Présidente A. Tourneur, cette valeur de boni général est liée au patrimoine et donc à l'indice ABEX qui n'a pas varié entraînant ainsi une diminution de la valeur comptable mais il n'y a pas d'appauvrissement.

Le Conseiller P. Bequet émet les remarques suivantes :

- Les dépenses prévues pour le centre de vacances diminuent
- Les subsides pour le plan de mobilité passent de 56.250 à 30.000 euros

La Bourgmestre-Présidente lui répond que :

- Pour le centre de vacances, on avait prévu des crédits pour 6 semaines mais vu le changement de lieu, elle durera 4 semaines. Le projet est reporté à l'année prochaine ;
- Pour le plan de mobilité, les subsides sont adaptés en fonction de la dépense.

Le Conseiller J. Mabilille pointe un écart de 51.500 euros aux exercices antérieurs pour des non-valeurs.

L'Echevine D. Deneufbourg explique qu'il s'agit essentiellement des dividendes pour le gaz et l'électricité que nous ne percevons pas ainsi que de non valeurs de taxes résultant du contentieux des taxes et au travail de nettoyage qui se poursuit.

Vu la délibération du Conseil communal en date du 14/12/2015 arrêtant le budget ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2016 approuvée par le Collège du Conseil Provincial du Hainaut en date du 08/02/16 ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 18/04/2016 arrêtant la modification budgétaire n° 1 intégrant les résultats du compte 2015 pour les services ordinaire et extraordinaire ;

Vu les articles L1122-23 et L1314-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 05/07/2007 (MB 22/08/2007) portant le règlement général de la comptabilité communale en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et notamment, les articles 10 et 12 ;

Vu le décret du 22/11/2007 (MB 21/12/2007) modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation (tutelle) ;

Vu le projet de modification budgétaire n° 2 – Services ordinaire et extraordinaire – du budget communal de l'exercice 2016 qui s'établit comme suit :

MB 02/2016 – Service ordinaire

RECETTES

	FONCTIONS	PRESTA-TIONS	TRANSFERTS	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général	0,00	61.268,63	4.150,00	0,00	65.418,63
019	Dette générale		0,00			0,00
029	Fonds		2.003.544,28			2.003.544,28
049	Impôts et redevances		5.211.698,32		0,00	5.211.698,32
059	Assurances	1.450,00	0,00			1.450,00
123	Administration générale	27.846,89	195.909,54			223.756,43
129	Patrimoine Privé	19.977,44	0,00	28,58		20.006,02
139	Services généraux	0,00				0,00
369	Pompiers		42.632,76		0,00	42.632,76
399	Justice - Police	0,00	25.483,59		0,00	25.483,59
499	Communica./Voiries/cours d'eau	1.655,86	388.527,01	0,00		390.182,87
599	Commerce Industrie	122.940,09	217.011,56	115.875,38		455.827,03
699	Agriculture	3.385,00				3.385,00
729	Enseignement primaire	5.712,18	209.807,56			215.519,74
767	Bibliothèques publiques	2,00				2,00
789	Education populaire et arts	1.855,02	32.113,56	23.093,00		57.061,58
799	Cultes	2.000,00	0,00			2.000,00
839	Sécurité et assistance sociale	750,00	101.835,08			102.585,08
849	Aide sociale et familiale	1.500,00	106.071,53			107.571,53
859	Emploi	0,00				0,00
874	Alimentation - Eaux			0,00		0,00
877	Eaux usées	0,00				0,00
879	Cimetières et Protect. Envir.	8.500,10	36.893,57			45.393,67
939	Logement / Urbanisme	70.261,22	76.199,13		0,00	146.460,35
999	Totaux exercice propre	267.835,80	8.708.996,12	143.146,96	0,00	9.119.978,88
	Résultat positif exercice propre					182.059,74
999	Exercices antérieurs					1.285.752,97
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					10.405.731,85
	Résultat positif avant prélèvement					1.390.219,73
999	Prélèvements					380.000,00
999	Total général					10.785.731,85
	Résultat budgétaire positif de l'ex.					1.180.668,22

DEPENSES

	FONCTIONS	PERSONNEL	FONCTION-NEMENT	TRANSFERTS	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général	0,00	2.295,50	8.190,33	61.268,63	50.000,00	121.754,46
049	Impôts et redevances		7.000,00	2.500,00	0,00	0,00	9.500,00
059	Assurances	15.000,00	40.000,00	625,00			55.625,00
123	Administration générale	1.400.548,92	419.296,83	103.719,82	99.155,88	15.000,00	2.037.721,45
129	Patrimoine Privé		16.700,00	0,00	15.972,17		32.672,17
139	Services généraux	3.798,48	8.700,00	2.300,70	91.620,92		106.420,10

	FONCTIONS	PERSONNEL	FONCTION- NEMENT	TRANSFERTS	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
369	Pompiers			474.577,58		0,00	474.577,58
399	Justice - Police	29.000,00	350,00	661.114,00		50.000,00	740.464,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	1.095.060,53	522.990,00	26.695,90	338.366,50		1.983.112,93
599	Commerce Industrie	68.817,09	0,00	1.544,40			70.361,49
699	Agriculture		2.448,50	0,00	0,00		2.448,50
729	Enseignement primaire	298.820,30	168.483,93	3.399,39	37.687,99		508.391,61
767	Bibliothèques publiques		0,00				0,00
789	Education populaire et arts	48.578,04	60.825,00	31.797,89	26.339,12		167.540,05
799	Cultes		7.850,00	45.000,00	26.182,34		79.032,34
839	Sécurité et assistance sociale	140.985,78	2.520,00	1.084.566,29	0,00	50.000,00	1.278.072,07
849	Aide sociale et familiale	147.194,74	20.900,00	0,00			168.094,74
872	Santé et hygiène			250,00			250,00
874	Alimentation - Eaux				0,00		0,00
876	Désinfection/Nettoyage/Immond. Eaux usées		37.231,38	521.709,06	2.324,96		561.265,40
877			30.200,00	0,00	2.167,05		32.367,05
879	Cimetières et Protect. Envir.	188.205,43	23.815,50	1.950,00	5.859,37		219.830,30
939	Logement / Urbanisme	168.405,57	62.670,00	23.193,60	24.148,73	10.000,00	288.417,90
999	Totaux exercice propre	3.604.414,88	1.434.276,64	2.993.133,96	731.093,66	175.000,00	8.937.919,14
	Résultat négatif exercice propre						
999	Exercices antérieurs						77.592,98
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)						9.015.512,12
	Résultat négatif avant prélèvement						
999	Prélèvements						589.551,51
999	Total général						9.605.063,63
	Résultat budgétaire négatif de l'ex.						

MB 02/2016 – Service extraordinaire

RECETTES

	FONCTIONS	TRANSFERTS	INVESTIS- SEMENT	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
123	Administration générale	0,00		60.000,00	0,00	60.000,00
129	Patrimoine Privé	0,00	0,00	0,00		0,00
139	Services généraux		0,00	80.000,00		80.000,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	259.436,50	0,00	618.398,51		877.835,01
699	Agriculture		0,00			0,00

	FONCTIONS	TRANSFERTS	INVESTIS- SEMENT	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
729	Enseignement primaire	0,00	0,00	255.000,00		255.000,00
789	Education populaire et arts	0,00	0,00	70.000,00	0,00	70.000,00
799	Cultes	240.000,00		320.000,00	0,00	560.000,00
839	Sécurité et assistance sociale	0,00				0,00
849	Aide sociale et familiale	0,00				0,00
872	Santé et hygiène			0,00		0,00
874	Alimentation - Eaux	0,00				0,00
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.	8.000,00		0,00		8.000,00
879	Cimetières et Protect. Envir.	0,00		20.000,00		20.000,00
939	Logement / Urbanisme	0,00	89.925,71	0,00		89.925,71
999	Totaux exercice propre	507.436,50	89.925,71	1.423.398,51	0,00	2.020.760,72
	Résultat positif exercice propre					
999	Exercices antérieurs					219.005,65
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					2.239.766,37
	Résultat positif avant prélèvement					
999	Prélèvements					1.023.028,95
999	Total général					3.262.795,32
	Résultat budgétaire positif de l'ex.					

DEPENSES

	FONCTIONS	TRANSFERTS	INVESTIS- SEMENT	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
009	Général				0,00	0,00
123	Administration générale		130.000,00	0,00		130.000,00
129	Patrimoine Privé		0,00	0,00	0,00	0,00
139	Services généraux		85.000,00			85.000,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	0,00	1.692.276,01	27.383,60	0,00	1.719.659,61
599	Commerce Industrie		0,00			0,00
699	Agriculture				0,00	0,00
729	Enseignement primaire	0,00	260.000,00			260.000,00
789	Education populaire et arts	0,00	80.000,00			80.000,00
799	Cultes	2.200,51	576.000,00			578.200,51
839	Sécurité et assistance sociale		0,00			0,00
849	Aide sociale et familiale		0,00			0,00
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.		16.000,00			16.000,00
879	Cimetières et Protect. Envir.		26.000,00			26.000,00
939	Logement / Urbanisme	0,00	35.000,00			35.000,00
999	Totaux exercice propre	2.200,51	2.900.276,01	27.383,60	0,00	2.929.860,12
	Résultat négatif exercice propre					909.099,40
999	Exercices antérieurs					242.811,71
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					3.172.671,83
	Résultat négatif avant prélèvement					932.905,46
999	Prélèvements					90.123,49
999	Total général					3.262.795,32
	Résultat budgétaire négatif de l'ex.					

Attendu que le projet de modification budgétaire 2 (services ordinaire et extraordinaire) a été examiné par les services du CRAC et du SPW en date du 03/05/2015 ;

Attendu que la MB 2/ 2016 a été examinée par le comité de direction en date du 09/05/2016 qui a rendu l'avis suivant :

- Le CODIR rend un avis favorable sur la MB 02/2016 qui présente un boni.

Vu l'avis annexé à la présente de la commission des finances en date du 19/05/16 sur la modification budgétaire n° 2 du budget communal de l'exercice 2016, services ordinaire et extraordinaire ;

Considérant que l'avis de légalité est exigé, que le Receveur régional a donné son avis de légalité favorable le 04/05/2016 ;

Attendu que le Collège veillera, en application de l'article L1122-23 §2 du Code de la Démocratie et de la Décentralisation, à la communication de la présente modification budgétaire, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives ; ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission du présent dossier aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant la modification budgétaire ;

DECIDE A L'UNANIMITE

1. D'arrêter la modification budgétaire n° 2 de l'exercice 2016 – Services ordinaire et extraordinaire
- telle que reprise ci-dessous :

MB 02/2016 – Service ordinaire

RECETTES

	FONCTIONS	PRESTA-TIONS	TRANSFERTS	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général	0,00	61.268,63	4.150,00	0,00	65.418,63
019	Dette générale		0,00			0,00
029	Fonds		2.003.544,28			2.003.544,28
049	Impôts et redevances		5.211.698,32		0,00	5.211.698,32
059	Assurances	1.450,00	0,00			1.450,00
123	Administration générale	27.846,89	195.909,54			223.756,43
129	Patrimoine Privé	19.977,44	0,00	28,58		20.006,02
139	Services généraux	0,00				0,00
369	Pompiers		42.632,76		0,00	42.632,76
399	Justice - Police	0,00	25.483,59		0,00	25.483,59
499	Communica./Voiries/cours d'eau	1.655,86	388.527,01	0,00		390.182,87
599	Commerce Industrie	122.940,09	217.011,56	115.875,38		455.827,03
699	Agriculture	3.385,00				3.385,00
729	Enseignement primaire	5.712,18	209.807,56			215.519,74
767	Bibliothèques publiques	2,00				2,00
789	Education populaire et arts	1.855,02	32.113,56	23.093,00		57.061,58
799	Cultes	2.000,00	0,00			2.000,00
839	Sécurité et assistance sociale	750,00	101.835,08			102.585,08
849	Aide sociale et familiale	1.500,00	106.071,53			107.571,53
859	Emploi	0,00				0,00
874	Alimentation - Eaux			0,00		0,00
877	Eaux usées	0,00				0,00
879	Cimetières et Protect. Envir.	8.500,10	36.893,57			45.393,67
939	Logement / Urbanisme	70.261,22	76.199,13		0,00	146.460,35
999	Totaux exercice propre	267.835,80	8.708.996,12	143.146,96	0,00	9.119.978,88
	Résultat positif exercice propre					182.059,74
999	Exercices antérieurs					1.285.752,97
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					10.405.731,85
	Résultat positif avant prélèvement					1.390.219,73
999	Prélèvements					380.000,00
999	Total général					10.785.731,85
	Résultat budgétaire positif de l'ex.					1.180.668,22

DEPENSES

	FONCTIONS	PERSONNEL	FONCTION- NEMENT	TRANSFERTS	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
009	Général	0,00	2.295,50	8.190,33	61.268,63	50.000,00	121.754,46
049	Impôts et redevances		7.000,00	2.500,00	0,00	0,00	9.500,00
059	Assurances	15.000,00	40.000,00	625,00			55.625,00
123	Administration générale	1.400.548,92	419.296,83	103.719,82	99.155,88	15.000,00	2.037.721,45
129	Patrimoine Privé		16.700,00	0,00	15.972,17		32.672,17
139	Services généraux	3.798,48	8.700,00	2.300,70	91.620,92		106.420,10
369	Pompiers			474.577,58		0,00	474.577,58
399	Justice - Police	29.000,00	350,00	661.114,00		50.000,00	740.464,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	1.095.060,53	522.990,00	26.695,90	338.366,50		1.983.112,93
599	Commerce Industrie	68.817,09	0,00	1.544,40			70.361,49
699	Agriculture		2.448,50	0,00	0,00		2.448,50
729	Enseignement primaire	298.820,30	168.483,93	3.399,39	37.687,99		508.391,61
767	Bibliothèques publiques		0,00				0,00
789	Education populaire et arts	48.578,04	60.825,00	31.797,89	26.339,12		167.540,05
799	Cultes		7.850,00	45.000,00	26.182,34		79.032,34
839	Sécurité et assistance sociale	140.985,78	2.520,00	1.084.566,29	0,00	50.000,00	1.278.072,07
849	Aide sociale et familiale	147.194,74	20.900,00	0,00			168.094,74
872	Santé et hygiène			250,00			250,00
874	Alimentation - Eaux				0,00		0,00
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.		37.231,38	521.709,06	2.324,96		561.265,40
877	Eaux usées		30.200,00	0,00	2.167,05		32.367,05
879	Cimetières et Protect. Envir.	188.205,43	23.815,50	1.950,00	5.859,37		219.830,30
939	Logement / Urbanisme	168.405,57	62.670,00	23.193,60	24.148,73	10.000,00	288.417,90
999	Totaux exercice propre	3.604.414,88	1.434.276,64	2.993.133,96	731.093,66	175.000,00	8.937.919,14
	Résultat négatif exercice propre						
999	Exercices antérieurs						77.592,98
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)						9.015.512,12
	Résultat négatif avant prélèvement						
999	Prélèvements						589.551,51
999	Total général						9.605.063,63
	Résultat budgétaire négatif de						

	FONCTIONS	PERSONNEL	FONCTION- NEMENT	TRANSFERTS	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
	l'ex.						

MB 02/2016 – Service extraordinaire

RECETTES

	FONCTIONS	TRANSFERTS	INVESTIS- SEMENT	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
123	Administration générale	0,00		60.000,00	0,00	60.000,00
129	Patrimoine Privé	0,00	0,00	0,00		0,00
139	Services généraux		0,00	80.000,00		80.000,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	259.436,50	0,00	618.398,51		877.835,01
699	Agriculture		0,00			0,00
729	Enseignement primaire	0,00	0,00	255.000,00		255.000,00
789	Education populaire et arts	0,00	0,00	70.000,00	0,00	70.000,00
799	Cultes	240.000,00		320.000,00	0,00	560.000,00
839	Sécurité et assistance sociale	0,00				0,00
849	Aide sociale et familiale	0,00				0,00
872	Santé et hygiène			0,00		0,00
874	Alimentation - Eaux	0,00				0,00
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.	8.000,00		0,00		8.000,00
879	Cimetières et Protect. Envir.	0,00		20.000,00		20.000,00
939	Logement / Urbanisme	0,00	89.925,71	0,00		89.925,71
999	Totaux exercice propre	507.436,50	89.925,71	1.423.398,51	0,00	2.020.760,72
	Résultat positif exercice propre					
999	Exercices antérieurs					219.005,65
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					2.239.766,37
	Résultat positif avant prélèvement					
999	Prélèvements					1.023.028,95
999	Total général					3.262.795,32
	Résultat budgétaire positif de l'ex.					

DEPENSES

	FONCTIONS	TRANSFERTS	INVESTIS- SEMENT	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
009	Général				0,00	0,00
123	Administration générale		130.000,00	0,00		130.000,00
129	Patrimoine Privé		0,00	0,00	0,00	0,00
139	Services généraux		85.000,00			85.000,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	0,00	1.692.276,01	27.383,60	0,00	1.719.659,61
599	Commerce Industrie		0,00			0,00
699	Agriculture				0,00	0,00
729	Enseignement primaire	0,00	260.000,00			260.000,00
789	Education populaire et arts	0,00	80.000,00			80.000,00
799	Cultes	2.200,51	576.000,00			578.200,51
839	Sécurité et assistance sociale		0,00			0,00
849	Aide sociale et familiale		0,00			0,00
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.		16.000,00			16.000,00
879	Cimetières et Protect. Envir.		26.000,00			26.000,00
939	Logement / Urbanisme	0,00	35.000,00			35.000,00
999	Totaux exercice propre	2.200,51	2.900.276,01	27.383,60	0,00	2.929.860,12
	Résultat négatif exercice propre					909.099,40
999	Exercices antérieurs					242.811,71

	FONCTIONS	TRANSFERTS	INVESTIS-SEMENT	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					3.172.671,83
	Résultat négatif avant prélèvement					932.905,46
999	Prélèvements					90.123,49
999	Total général					3.262.795,32
	Résultat budgétaire négatif de l'ex.					

2. De transmettre copie des documents approuvés par le Conseil communal :

- au SPW dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation
- au CRAC

POINT N°14

=====

FIN/FR-TUTELLE C.P.A.S Réception des actes par mail le 4/04/2016

Tutelle générale CPAS – tutelle communale sur les actes administratifs du CPAS –

Commission locale pour l'énergie – Rapport d'activités 2015

INFORMATION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 14 : Tutelle générale CPAS – tutelle communale sur les actes administratifs du CPAS – Commission locale pour l'énergie – Rapport d'activités 2015 – INFORMATION

C'est la Présidente du CPAS qui informe l'assemblée du travail réalisé par la Commission Locale pour l'Energie - CLE, dont M. Jean-Pierre Molle est membre en sa qualité de Conseiller de l'Action Sociale.

Elle cite :

Nombre de saisine de la CLE pour 2015: 7

Nombre de réunions de la CLE (gaz) : 1

Nombre de saisines de CLE annulées: 6

L'annulation des réunions est positive puisqu'un travail préalable est réalisé en vue de maintenir l'accès au service pour les personnes.

Vu le rapport d'activités 2015 de la commission locale pour l'énergie ;

Attendu que conformément aux décrets relatifs à l'organisation des marchés régionaux du gaz (décr.19.12.2002 art. 31quater, par 1° al.2) et de l'électricité (décr. 12.4.2001, art.33ter, par 1°, al. 2), avant le 31 mars de chaque année, les commissions locales pour l'énergie adressent au conseil communal un rapport faisant état du nombre de convocations de la commission émises au cours de l'année écoulée, ainsi que de la suite qui leur a été réservée ;

Vu les dispositions :

- de l'article 31quater du décret du 17/07/2008 modifiant le décret du 19/12/2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz

- de l'article 33 ter du décret du 17/07/2008 modifiant le décret du 12/04/2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité :

En sa séance du 7/01/2013, le conseil de l'action a désigné les personnes suivantes comme membres de la Commission Locale d' Avis de Coupure :

- Jean-Pierre Molle, Membre du Conseil de l'Action Sociale et du Bureau Permanent,

- Nancy Sautriaux, responsable du service social ;

Attendu que le rapport d'activités a été soumis au conseil de l'action sociale en sa séance du 29/03/2016 ;

« Art. 31^{quater}. § 1^{er}. Dans chaque commune, il est constitué, à l'initiative du président du Conseil de l'aide sociale une commission locale pour la prévention des coupures et des interruptions de fourniture, en abrégé « ≤commission> ≤locale> ≤pour> ≤l>'≤énergie> », composée :

1° d'un représentant désigné par le Conseil de l'aide sociale;

2° d'un représentant assurant la guidance sociale énergétique au sein du centre public d'action sociale;

3° d'un représentant du gestionnaire de réseau auquel le client est raccordé.

Avant le 31 mars de chaque année, le président du Conseil de l'aide sociale est tenu d'adresser au ministre le nom des personnes qui ont été désignées en vue de siéger à cette commission.

§ 2. La commission est convoquée soit à l'initiative du gestionnaire de réseau, soit à l'initiative du client. Elle se prononce notamment :

1° sur la coupure éventuelle de la fourniture de gaz du client dans l'attente des compteurs à budget gaz; en cas de décision de coupure, la commission en précise la date d'effectivité; en cas de décision de maintien de la fourniture, la commission établit le cas échéant un plan de paiement et charge le C.P.A.S. d'assurer la guidance sociale énergétique du client concerné;

2° sur l'octroi de cartes d'alimentation ou sur le rechargement de celles-ci pendant la période hivernale;

3° sur la remise totale ou partielle de dette du client protégé à l'égard du gestionnaire de réseau agissant comme fournisseur.

La commission se prononce à la majorité des membres. Au moins quinze jours avant la tenue de la réunion, le client est invité à s'y présenter aux fins d'être entendu. Le cas échéant, il peut s'y faire assister ou représenter par une personne de son choix. La commission délibère à huis clos.

La décision est notifiée au client et au gestionnaire de réseau dans les sept jours.

§ 3. Le Gouvernement définit les modalités et la procédure de fonctionnement de la commission et peut en étendre la composition à toute personne qui aurait un intérêt à y être représentée.

§ 4. Avant le 31 mars de chaque année, les gestionnaires de réseaux adressent à la CWaPE un rapport faisant état, pour chaque commune, du nombre de convocations de la ≤Commission> ≤locale> ≤pour> ≤l>'≤énergie> émises au cours de ≤l>'année écoulée, ainsi que de la suite qui leur a été réservée.

Avant le 31 mars de chaque année, les Commissions locales pour l'énergie adressent au conseil communal un rapport faisant état du nombre de convocations de la Commission émises au cours de l'année écoulée, ainsi que de la suite qui leur a été réservée.

S'il apparaît qu'au sein d'une commune, la ≤Commission> ≤locale> ≤pour> ≤l>'≤énergie> n'est pas constituée ou ne donne pas suite aux convocations du gestionnaire de réseau, le ministre peut décider, après avis de la CWaPE, et après avoir adressé une lettre de rappel et une lettre de mise en demeure au bourgmestre et au président du Centre public d'action sociale, que la redevance visée à l'article 20 n'est pas acquittée à la Commune pour l'exercice en cours ou l'exercice suivant.

§ 5. Les Commissions locales pour l'énergie sont en outre chargées d'une mission d'information relative aux mesures à caractère social en matière de fourniture d'énergie et des tarifs applicables, de guidance sociale énergétique et de plans d'action préventive en

matière d'énergie.

Les mesures prises par les Commissions locales pour l'énergie pour assurer leur mission d'information sont intégrées au rapport visé au § 4, alinéa 2. »

« Art. 33ter. § 1^{er}. Dans chaque commune, il est constitué à l'initiative du président du conseil de l'aide sociale une commission locale pour la prévention des coupures et des interruptions de fourniture, en abrégé « ≤commission≤ ≤locale≤ ≤pour≤ ≤l>≤'≤énergie≤ », composée :

1° d'un représentant désigné par le conseil de l'aide sociale;

2° d'un représentant assurant la guidance sociale énergétique au sein du centre public d'action sociale;

3° d'un représentant du gestionnaire de réseau auquel le client est connecté.

Avant le 31 mars de chaque année, le Président du Conseil de l'aide sociale est tenu d'adresser au ministre le nom des personnes qui ont été désignées en vue de siéger à cette commission.

§ 2. La commission est convoquée soit à l'initiative du gestionnaire de réseau, soit à l'initiative du client. Elle se prononce notamment :

1° sur le retrait éventuel de la fourniture minimale garantie d'électricité du client protégé bénéficiant de la fourniture minimale garantie; en cas de décision de retrait, la commission en précise la date d'effectivité, en cas de décision de maintien de la fourniture, la commission établit le cas échéant un plan de paiement et charge le C.P.A.S. d'assurer la guidance sociale énergétique du client concerné;

2° sur la remise totale ou partielle de dette du client protégé à l'égard du gestionnaire de réseau agissant comme fournisseur.

La commission se prononce à la majorité des membres. Au moins quinze jours avant la tenue de la réunion, le client est invité à s'y présenter aux fins d'être entendu. Le cas échéant, il peut s'y faire assister ou représenter par une personne de son choix. La commission délibère à huis clos.

La décision est notifiée au client et au gestionnaire de réseau dans les sept jours.

§ 3. Le Gouvernement définit les modalités et la procédure de fonctionnement de la commission et peut en étendre la composition à toute personne qui aurait un intérêt à y être représentée.

§ 4. Avant le 31 mars de chaque année, les gestionnaires de réseaux adressent à la CWaPE un rapport faisant état, pour chaque commune, du nombre de convocations de la ≤Commission≤ ≤locale≤ ≤pour≤ ≤l>≤'≤énergie≤ émises au cours de ≤l>≤'année écoulée, ainsi que de la suite qui leur a été réservée.

Avant le 31 mars de chaque année, les Commissions locales pour l'énergie adressent au conseil communal un rapport faisant état du nombre de convocations de la Commission émises au cours de l'année écoulée, ainsi que de la suite qui leur a été réservée.

S'il apparaît qu'au sein d'une commune, la ≤Commission≤ ≤locale≤ ≤pour≤ ≤l>≤'≤énergie≤ n'est pas constituée ou ne donne pas suite aux convocations du gestionnaire de réseau, le ministre peut décider, après avis de la CWaPE, et après avoir adressé une lettre de rappel et une lettre de mise en demeure au bourgmestre et au président du centre public d'action sociale, que la redevance visée à l'article 20 n'est pas acquittée à la Commune pour l'exercice en cours ou l'exercice suivant.

§ 5. Les Commissions locales pour l'énergie sont en outre chargées d'une mission d'information relative aux mesures à caractère social en matière de fourniture d'énergie et des tarifs applicables, de guidance sociale énergétique et des plans d'action préventive en matière d'énergie.

Les mesures prises par les Commissions locales pour l'énergie pour assurer leur mission d'information sont intégrées au rapport visé au § 4, alinéa 2.

Prend connaissance du rapport d'activités 2015 de la commission locale pour l'énergie ci-dessous :

Commission locale pour l'énergie
Rapport d'activités à destination du conseil communal

Conformément aux décrets relatifs à l'organisation des marchés régionaux du gaz (décr. 19.12.2002, art. 31quater, par. 1^{er}, al. 2) et de l'électricité (décr. 12.4.2001, art. 33ter, par. 1^{er}, al. 2), avant le 31 mars de chaque année, les Commissions locales pour l'énergie adressent au conseil communal un rapport faisant état du nombre de convocations de la Commission émises au cours de l'année écoulée, ainsi que de la suite qui leur a été réservée.

Année: 2015

CPAS de: Estinnes

A. NOMBRE DE SAISIES ET TYPE DE DÉCISIONS RELATIVES À L'ACTIVITÉ DES CLE

1. Nombre de saisies de la commission locale pour l'énergie

Nombre de saisies de la Commission locale pour l'énergie pour l'ensemble de l'année: 7

Nombre de réunions de la Commission locale pour l'énergie: 1

En électricité

Nombre de réunions par type de CLE:

- 0 CLE concernant les arriérés de paiement liés à la fourniture minimale garantie en électricité;
- 0 CLE concernant la perte de statut de client protégé;
- 0 CLE pour une demande d'audition du client.

En gaz

Nombre de réunions par type de CLE:

- 0 CLE concernant les arriérés de paiement liés à la fourniture de gaz auprès du gestionnaire de réseau de distribution;
- 1 CLE concernant les clients protégés qui ne sont plus en mesure d'alimenter leur compteur à budget pendant la période hivernale;
- 0 CLE concernant la perte de statut de client protégé;
- 0 CLE pour une demande d'audition du client.

2. Nombre de CLE par type de décision

En électricité

- CLE concernant les *arriérés de paiement liés à la fourniture minimale garantie*:
0 décision(s) de retrait de la fourniture minimale garantie;

0 décision(s) portant sur la ratification de l'accord négocié entre le client et le GRD avant réunion de la CLE avec continuité de la fourniture minimale garantie (sauf en cas de non-respect du plan de paiement);

0 décision(s) d'octroi d'un plan de paiement avec continuité de la fourniture minimale garantie (sauf en cas de non-respect du plan de paiement);

0 décision(s) de remise de dette prise en charge par le Fonds énergie régional;

0 décision(s) portant sur la continuité de la fourniture minimale garantie (liées au paiement de la dette, à la prise en charge de la dette par le CPAS, ...).

Autre(s):.....

- CLE concernant la ***perte de statut de client protégé***:

0 décision(s) confirmant la perte du statut de client protégé;

0 décision(s) attestant de la qualité de client protégé et du maintien de la fourniture d'électricité;

0 décision(s) octroyant un délai supplémentaire afin de permettre au client de signer un contrat avec le fournisseur de son choix.

Autre(s):.....

- CLE pour une ***demande d'audition du client***:

0 décision(s) confirmant le bien-fondé de la demande de réouverture des compteurs introduite par les clients;

0 décision(s) ne confirmant pas le bien-fondé de la demande.

Autre(s):.....

En gaz

- CLE concernant les ***arriérés de paiement liés à la fourniture de gaz auprès du gestionnaire de réseau de distribution***:

0 décision(s) de retrait de la fourniture de gaz;

0 décision(s) portant sur la ratification de l'accord négocié entre le client et le GRD avant réunion de la CLE avec continuité de gaz (sauf en cas de non-respect du plan de paiement);

0 décision(s) d'octroi d'un plan de paiement avec continuité de la fourniture de gaz (sauf en cas de non-respect du plan de paiement);

0 décision(s) portant sur la continuité de la fourniture de gaz (liées au paiement de la dette, à la prise en charge de la dette par le CPAS, ...).

Autre(s):.....

- CLE concernant les ***clients protégés qui ne sont plus en mesure d'alimenter leur compteur à budget gaz pendant la période hivernale***:

0 décision(s) de retrait de l'alimentation;

1 décision(s) d'octroi de kWh dont 30% de la consommation restent à charge du client protégé.

Autre(s):.....

- CLE concernant la ***perte de statut de client protégé***:

0 décision(s) confirmant la perte du statut de client protégé;

0 décision(s) attestant de la qualité de client protégé et maintenant la fourniture de gaz;

0 décision(s) octroyant un délai supplémentaire afin de permettre au client de signer un contrat avec le fournisseur de son choix.

Autre(s):.....

- CLE pour une **demande d'audition du client**:
0 décision(s) confirmant le bien-fondé de la demande de réouverture des compteurs introduite par les clients;
0 décision(s) ne confirmant pas le bien-fondé de la demande.
Autre(s):

B. MISSION D'INFORMATION

(Détail des actions mises en place par la CLE pour le public qu'elle rencontre afin d'assurer sa mission d'information relative aux mesures à caractère social en matière de fourniture d'énergie et des tarifs applicables, de guidance sociale énergétique et des plans d'action préventive en matière d'énergie).

Travail en collaboration avec la tutrice énergie qui assure les visites à domicile avec la diffusion des informations liées au marché de l'énergie, des consommations et qui assure un accompagnement individuel des ménages dans leurs démarches. La tutrice énergie met en place des actions spécifiques au PAPE en relation avec les assistantes sociales en charges des dossiers.

Remarques complémentaires:

1. 6 saisines de CLE annulées:

-6 ont été annulées car l'attestation client protégé a été transmise dans les délais ;

2. Nous constatons que certains médiateurs de dettes RCD ne transmettent pas les attestations nécessaires à l'activation (maintien) du tarif social et il n'est parfois pas aisé d'obtenir ces attestations rapidement.

POINT N°15

=====

POL/FIN.CV

Contribution financière 2016 à la zone de police LERMES.

EXAMEN-DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 15 et le présente: Contribution financière 2016 à la zone de police LERMES - EXAMEN-DECISION
La zone de police a arrêté son budget et la dotation de la commune d'Estinnes s'élève à 661.114,00 €.

Le Conseiller JP Molle a entendu que le Ministre des Finances parlait d'un budget de 58 millions au niveau des zones de police.

La Bourgmestre-Présidente répond qu'elle n'a pas eu d'écho concernant notre zone de police.

Vu l'article 72 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégrée, structuré à deux niveaux :

Art. 72 § 1^{er}. « Le gouverneur se prononce sur l'approbation dans un délai correspondant au délai qui a été déterminé pour la tutelle sur le budget des communes de la zone, à diminuer de cinq jours.

Au cas où le conseil communal ou le conseil de police refuse de porter au budget, en tout ou en partie, les recettes ou les dépenses obligatoires que la loi met à charge de la commune ou

de la zone pluricommunale pour l'exercice auquel se rapporte le budget de la police ou la contribution au conseil de police, le gouverneur y inscrit d'office les montants requis. S'il s'agit d'une zone pluricommunale, le gouverneur modifie, simultanément avec l'inscription d'office, le montant de la contribution au conseil de police de chaque commune faisant partie de la zone pluricommunale concernée.

Au cas où le conseil communal ou le conseil de police porte au budget de la police ou à la contribution au conseil de police des recettes qui, aux termes de la loi, ne reviennent pas, en tout ou en partie, durant l'exercice auquel se rapporte le budget, à la commune ou à la zone pluricommunale, le gouverneur procède, suivant le cas, à la radiation du montant ou à l'inscription d'office du montant correct.

S'il s'agit d'une zone pluricommunale, le gouverneur modifie, simultanément avec l'inscription d'office, le montant de la contribution au conseil de police de chacune des communes faisant partie de la zone pluricommunale concernée.

§ 2 . Le gouverneur transmet son arrêté à l'autorité communale ou à l'autorité de la zone pluricommunale, au plus tard le dernier jour du délai visé au §1^{er}, alinéa 1^{er}.

Passé ce délai, le gouverneur est censé avoir approuvé le budget de la police.

L'arrêté du gouverneur est porté à la connaissance du conseil communal ou du conseil de police, lors de sa prochaine séance."

Vu l'Arrêté Royal du 05 septembre 2001 portant le Règlement Général sur la Comptabilité de la Police Locale et modifié en date du 05 juillet 2010 ;

Considérant que la commune est sous plan de gestion et que conformément à la circulaire budgétaire du 16 juillet 2015 qui stipule ce qui suit :

« Dans l'attente d'une nouvelle loi de financement pour la police locale, il m'apparaît important, dans le cadre de l'intérêt régional, de préserver les finances locales. Vu la loi du 23 avril 2015 concernant la promotion de l'emploi et compte tenu des prévisions d'inflation du Bureau Fédéral du Plan de juin 2015, il est indiqué de majorer de 0 % le montant des dotations communales telles qu'inscrites dans les budgets ajustés 2015 des zones de police (hors augmentation des cotisations dédiées aux pensions). Toute majoration de la dotation communale à la zone de police qui excède ce taux de 0 % (hors augmentation des cotisations dédiées aux pensions) devra être justifiée » ;

Vu la décision du Conseil Communal en date du 14 décembre 2015 par laquelle celui-ci fixe sa contribution financière à la zone de police LERMES au montant de 661.114,00 € selon les estimations de la zone de police (1,5% d'augmentation par rapport à la dotation 2015) à défaut de présentation du budget 2016 de la zone de police ;

Vu le budget de police pour l'exercice 2016 arrêté par le Conseil de police le 25/01/2016 transmis par mail à l'administration communale le 11/03/2016 (budget 2016) et le 21/03/2016 (tableau de bord) fixant la dotation communale pour Estinnes à 661.114,00 euros ;

Attendu que ce montant représente une augmentation de 9.770,16 € soit 1,5 % par rapport au budget 2015 ;

DECIDE A L'UNANIMITE

- De marquer son accord sur la contribution financière à la zone de police au montant de 661.114,00 €.

- En vertu de l'article 71 de la Loi organisant un Service de Police Intégré, de transmettre la présente délibération pour approbation au Gouverneur.

POINT N°16

=====

MPE/FIN.JN

Marché public de Travaux – Travaux de restauration de la Chapelle Notre Dame de Cambron
- Approbation des conditions et du mode de passation

EXAMEN – DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 16 : Marché public de Travaux – Travaux de restauration de la Chapelle Notre Dame de Cambron - Approbation des conditions et du mode de passation - EXAMEN – DECISION

L'Echevine D. Deneufbourg explique qu'il y aura deux lots :

* le lot 1 (Restauration de la maçonnerie et menuiseries bois), estimé à 170.738,83 €, TVAC

* le lot 2 (Restauration des charpentes et couverture), estimé 153.510,68 €, TVAC

Soit, un montant global de 324.249,51 €, TVAC.

Le marché sera passé par adjudication ouverte et sera financé par un emprunt et les subsides.

Le Conseiller A. Jaupart demande le pourcentage de subsidiation.

La Bourgmestre-Présidente répond que les travaux sont subsidiés à concurrence de 60 %.

Le Conseiller A. Jaupart pense qu'il est possible d'obtenir 80 % de subsides.

La Bourgmestre-Présidente lui répond que l'on va écrire au Ministre.

Le Conseiller O. Bayeul demande si l'inventaire asbest a été fait et ce qu'il en est du marché de coordination sécurité-santé.

L'Echevine D. Deneufbourg répond que l'on va vérifier et que le marché de coordination a été décidé par le collège en vertu de la délégation et pour plusieurs travaux.

Le Conseiller J. Mabilie émet quelques remarques sur les travaux et le cahier spécial des charges :

- une étude a-t-elle été faite pour les fondations à l'arrière ? Il semblerait qu'il y a quelques années, on a injecté du béton en dessous des fondations mais la maçonnerie part, c'est visible;

- il y a une cheminée qui ne sert plus. Sera-t-elle enlevée ? Il pense que l'inventaire asbest n'a pas été fait car la cheminée en contient or il n'y a pas de preuve dans le métré ;

- le fil de terre n'est pas prévu dans le métré ;

- il y a un câble électrique flottant et qui est dans le bac de corniche, ce travail n'est pas prévu dans le métré ;

- le portique d'entrée va-t-il rester comme ça ?

- la même agrégation est prévue pour chaque lot ;

- on ne prévoit pas le pourcentage de libération pour le cautionnement.

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur répond que dans ce dossier :

-un auteur de projet a été sélectionné qui connaît son métier

- il est allé voir sur place
 - ce dossier est spécifique et reprend des travaux bien définis. Certains travaux pourront être faits par notre service technique ; en comparaison avec le dossier dont question, ces travaux peuvent être considérés comme de l'ordre du détail.

Le Conseiller J. Mabilles demande d'acter que la Bourgmestre considère certains travaux comme des détails.

La Conseillère C. Grande insiste sur les précautions à prendre afin d'éviter les infiltrations d'eau et qui occasionneraient des frais plus importants.

La Bourgmestre-Présidente répond que notre auteur de projet, Moulin & Associés gère de gros travaux sur les bâtiments classés et il est compétent.

Le Conseiller O. Bayeul émet également quelques remarques :

- pourquoi prévoir 2 lots, ce qui implique 2 installations de chantier et un coût plus élevé
- on prévoit le démontage du coq mais pas le remontage, il faut veiller à ce que l'ancien soit mis en dépôt
- pour l'évidement des joints (p.12), la disqueuse est prohibée mais le burin pneumatique toléré, or ça peut être plus dangereux et aggravant
- dans le modèle d'état d'avancement, il manque la formule de révision et la TVA?

L'Echevine D. Deneufbourg pense que faire 2 lots nous permettra d'avoir des offres. Elle prend en exemple les travaux de Rouveroy pour lesquels il n'y a pas eu de remise de prix lorsqu'il n'y avait qu'un seul lot. Mais s'il y a deux lots, il faut prévoir 2 installations de chantier et les cautionnements.

Le Conseiller S. Lambert trouve que la procédure négociée aurait été plus adéquate.

La Bourgmestre-Présidente lui répond que le montant du marché détermine aussi la procédure.

Revenant au coq, le Conseiller A. Jaupart informe que souvent ce sont des artistes locaux qui le réalisent. La Conseillère C. Grande partage aussi cet avis et pense que notre entité ne manque pas d'artistes.

Le Conseiller B. Dufrane demande si l'intérieur de la Chapelle sera également mis en valeur.

La Bourgmestre-Présidente lui répond que dès lors, ce sera un autre marché, un autre projet et d'autres subsides.

Le Conseiller P. Bequet remet en cause le cahier spécial des charges.

La Bourgmestre-Présidente pense que des entreprises spécialisées répondront à ce projet.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du Collège communal du 28 décembre 2005 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Travaux de restauration de la Chapelle Notre Dame de Cambron" à Moulin & Associés, rue des Forgerons 95 à 6001 Marcinelle ;

Considérant le cahier des charges relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Moulin & Associés, rue des Forgerons 95 à 6001 Marcinelle ;

Considérant qu'étant donné que le bâtiment est classé, toutes les formalités ont été effectuées afin de solliciter un certificat de patrimoine ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Restauration de la maçonnerie et menuiseries bois), estimé à 141.106,47 € hors TVA ou 170.738,83 €, TVA comprise

* Lot 2 (Restauration des charpentes et couverture), estimé à 126.868,33 € hors TVA ou 153.510,68 €, TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 267.974,80 € hors TVA ou 324.249,51 €, TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 79019/724-60 (n° de projet 20160009) et sera financé par un emprunt et par un subside ;

Considérant que l'avis de légalité est exigé, que le Receveur régional a remis son avis et que celle-ci n'a pas de remarques ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1er :

D'approuver le cahier des charges et le montant estimé du marché "Travaux de restauration de la Chapelle Notre Dame de Cambron", établis par l'auteur de projet, Moulin & Associés, rue des Forgerons 95 à 6001 Marcinelle. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 267.974,80 € hors TVA ou 324.249,51 €, TVA comprise.

Article 2 :

De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3 :

De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4 :

De financer cette dépense par un emprunt et par un subside.

D'autoriser le préfinancement de la dépense sur fonds propres.

Article 5:

De transmettre le dossier à l'autorité subsidiaire.

POINT N°17

=====

FE / FIN-BDV

TUTELLE SUR LES FABRIQUES D'EGLISE – APPROBATION COMPTE 2015 DE LA
FABRIQUE D'EGLISE SAINT URSMER DE VELLEREILLE-LES-BRAYEUX
 EXAMEN-DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 17 et le présente:
 TUTELLE SUR LES FABRIQUES D'EGLISE – APPROBATION COMPTE 2015 DE LA
 FABRIQUE D'EGLISE SAINT URSMER DE VELLEREILLE-LES-BRAYEUX-
 EXAMEN-DECISION

Le compte 2015 présente un boni de 188,32 euros et une part communale de 6.983,99 € était
 inscrite.

Vu les dispositions du Décret impérial du 30/12/1809, chapitre 4 concernant les charges des communes relativement au culte, notamment ses articles 92 à 103 ;

Vu les dispositions de la loi du 04/03/1870 sur le temporel des Cultes ;

Vu l'article L 1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'article L 1321-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Considérant que le Conseil de la fabrique de Vellereille-les-Brayeux a arrêté son compte pour l'exercice 2015 en date du 30 mars 2016 ;

Considérant que la fabrique d'église a déposé ledit compte simultanément à l'administration communale et à l'organe représentatif le 15 avril 2016 ;

Considérant que ce compte 2015 présente le tableau récapitulatif suivant :

FABRIQUE D'EGLISE DE VELLEREILLE-LES-BRAYEUX		COMPTE 2015
<u>RECETTES</u>		
TOTAL des recettes ordinaires :		7.460,60 €
<i>Dont une part communale de :</i>		6.983,99 €
TOTAL des recettes extraordinaires :		3.011,56 €
TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES		10.472,16 €
<u>DÉPENSES</u>		
<u>CHAPITRE I :</u> <i>Dépenses relatives à la célébration du culte arrêtées par l'Organe représentatif agréé</i>		
<i>Objets de consommation :</i>		985,41 €
<i>Entretien du mobilier :</i>		229,00 €
<i>Autres frais nécessaires à la célébration du culte :</i>		75,12 €
TOTAL des dépenses arrêtées par l'Evêché :		1.289,53 €
<u>CHAPITRE II :</u> <i>Dépenses soumises à l'approbation de l'Organe représentatif agréé et à la décision du Conseil communal</i>		
<u>1. DÉPENSES ORDINAIRES</u>		
<i>Gages et traitements :</i>		0,00 €
<i>Réparations d'entretiens :</i>		3.534,14 €
<i>Dépenses diverses :</i>		5.460,17 €
TOTAL des dépenses ordinaires :		8.994,31 €
<u>2. DÉPENSES EXTRAORDINAIRES</u>		
TOTAL des dépenses extraordinaires :		0,00 €
TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES		10.283,84 €
RESULTAT – BONI§		188,32 €

Considérant que l'organe représentatif a arrêté sans remarque le compte 2015 de la fabrique de Vellereille-les-Brayeux et que cet arrêté nous est parvenu le 22/04/2016 ;

Considérant que le délai de 40 jours prend cours le 23/04 et se termine le 04/06 ;

Considérant que le prochain conseil communal est prévu le 23/05/2016, l'approbation de ce compte se fera dans le respect des délais ;

Considérant que l'examen de ce budget ne suscite aucune remarque ;
Dans le but de satisfaire aux obligations légales ;

DECIDE A LA MAJORITE PAR 16 OUI 3 ABSTENTIONS
(SL-JPD-OB)

- D'approuver la délibération du 30 mars 2016 par laquelle le Conseil de Fabrique d'église Saint Ursmer de Vellereille-les-Brayeux a décidé d'arrêter le compte de l'exercice 2015 aux chiffres suivants :

<i>Recettes ordinaires totales :</i>	7.460,60 €
- Dont une intervention communale ordinaire de secours de	6.983,99 €
<i>Recettes extraordinaires totales :</i>	3.011,56 €
- Dont une intervention extraordinaire de secours de :	0,00 €
- Dont un boni comptable de l'exercice précédent :	3.011,56 €
RECETTES TOTALES	10.472,16 €
<i>dépenses arrêtées par Evêque chapitre I :</i>	1.289,53 €
<i>Dépenses ordinaires du Chapitre II :</i>	8.994,31 €
<i>Dépenses extraordinaires :</i>	0,00 €
DEPENSES TOTALES	10.283,84 €
RESULTAT COMPTABLE EXCEDENT	188,32 €

- De publier le présent arrêté conformément à l'article l3115-2 du CDLD
- De notifier le présent arrêté conformément à l'article L 3115-1 du Code de la démocratie et de la décentralisation :
 - À l'établissement cultuel concerné ;
 - À l'organe représentatif concerné ;
 - Aux autres communes concernées.

POINT N°18

HP/FR/LB/M Dub - Logement

Inventaire des logements publics en Wallonie

EXAMEN – DECISION

DEBAT
La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 18 et le présente: Inventaire des logements publics en Wallonie - EXAMEN – DECISION
Le Conseiller JP Delplanque demande en quoi consiste le logement de Leval.
La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur répond qu'il s'agit d'un logement destiné aux résidents HP.

Attendu le courrier du SPW Wallonie sollicitant l'inventaire des logements publics en Wallonie ;

Attendu qu'afin d'actualiser l'inventaire des logements publics existants en Wallonie, il incombe à la DSOPP de réaliser de temps à autre un recensement précis et complet du parc

locatif public, par commune, afin que l'état de la situation soit le plus conforme possible à la réalité, sachant que ces chiffres pourront influencer les futurs ancrages, mais également les sanctions prévues aux articles 188 et 190 du Code wallon du Logement et de l'Habitat Durable ;

Considérant que la Société Wallonne du Logement a entamé le recensement des logements gérés et loués par les sociétés de logement de service public sur les territoires communaux ainsi que les logements sociaux ou moyens qui ont été vendus par une SLSP ou un pouvoir local depuis moins de 10 ans, ces données sont connues par ailleurs et donc ne doivent pas être reprises dans l'inventaire en objet ;

Attendu qu'il faut entendre par logement public :

- Les logements de transit ou d'insertion créés et occupés comme tels ;
- Les logements loués appartenant à la Commune, au CPAS ou à la Régie autonome ;
- Les logements mis en gestion par les propriétaires privés et publics, par l'intermédiaire d'une AIS, d'une SLSP ou d'une ASBL ;
- Les logements gérés par le FLW ;
- Les logements gérés par l'Office central d'action sociale et culturelle du Ministère de la Défense (OCASC) ;
- Les logements créés dans le cadre de formules de type « Community Land trust » ;
- Les logements de résidences services, sociales ou non, à la condition qu'ils soient gérés par un opérateur reconnu par le Code ;
- Les logements d'urgence ;

Attendu que les chambres des Maisons de repos et de soins (MR-MRS) d'initiative privée ne peuvent-être considérées comme logements publics ;

Attendu que les logements « ILA » (Initiative Locale d'Accueil) ne sont pas considérés en tant que logement public ;

Attendu que les logements d'urgence ne peuvent être assimilés à des logements de transit, ils doivent donc être comptabilisés ;

Attendu que les futurs logements publics en cours de chantier ne seront comptabilisés et répertoriés que lorsqu'ils seront effectivement occupés en tant que tels ;

Attendu que ces données doivent être approuvées par le Conseil communal, organe compétent en matière de logement ;

Attendu que les informations attendues pour chaque logement sont :

- L'adresse complète du logement ;
- Les références cadastrales du logement ;
- Le type de logement ;
- Le nombre de chambres ;
- La date de la première occupation et tant que logement public ;
- L'opérateur qui en assure la gestion ;
- Le caractère adaptable et/ou adapté du logement

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et notamment les articles L 1122-30 ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'approuver l'inventaire du parc locatif public de la commune d'Estinnes repris ci-après :

INVENTAIRE DES LOGEMENTS PUBLICS																		
COMMUNE	Adresses des logements (rue, n° de police, code postal, commune)	Informations cadastrales (division, section, n°)	Propriétaires du logement	Type de logements : transit (LT), insertion (LI), social (LS), moyen (LM)	Logements publics loués appartenant à la commune, au CPAS ou à la régie du logement)	Logements publics loués par le CPAS mais appartenant à une SLSP (application de l'article 132 du Code du logement).	Logements pris en gestion par une A.I.S. ou une ASBL	Logements réalisés et gérés par le FLW (aide locative)	Logements réalisés par le FLW est géré par un Ier (CPAS,...) le FLW (aide locative)	Logement s gérés par l'OCASC	Logements créés dans le cadre d'un CLT	Logements en résidence- service publique (RS) ou résidence- service- sociale (RSS)	Logements adaptables / adaptés	Nombres de chambre s	dates de première occupation	Noms des gestionnaires si ce n'est pas le propriétaire qui assure la gestion du bien	Remarques éventuelles	Logemen d'urgence (subv. Gou féd.)
Croix-lez-Rouvoiry	rue du Village, 15 à 7120 Croix les Rouvoiry	A - 206 L	Adm Communale Estinnes	LM	1 Commune									2	15/09/2000			
Rouvoiry	Rue Sainte- Barbes, 6b à 7120 Rouvoiry	C - 93 B	Adm communale Estinnes	LM	1 Commune									3	03/06/1988			
Estinnes-au-Val	rue de Binche, 5 à 7120 Estinnes au Val	D - 610 E2	FLW	LS				Commune						3	26/01/2011			
	Rue de Binche, 3 à 7120 Estinnes au Val	D - 610 D2	FLW	LS				1 AIS						4	15/02/2011			
	cité des Hauts près, 28 à 7120 Estinnes au Val	A - 446/02 P3	ISSH	LS				Commune						3	20/01/2016			
	rue Grise, 13 à 7120 Estinnes-au-Mont	B - 474 M	Adm Communale Estinnes	LM	1 Commune									2	12/07/2002			
	chaussée Brunehaut, 298 à 7120 Estinnes-au-Mont	B - 506 B2	Adm Communale Estinnes	LM	1 Commune									2	25/02/2000			
	rue des Trieux, 171 à 7120 Estinnes-au-Mont	B - 305 E	FLW	LS				Commune						3	17/05/2004			
	rue des Trieux, 169A à Estinnes-au-Mont	B - 305 F	FLW	LS				Commune						3	10/09/2004			
Estinnes-au-Mont	chemin Lambiert, 33 à 7120 Estinnes-au-Mont	B - 107 M	ISSH	LS				Commune						3	04/11/2015			
	chemin Lambiert, 81 à 7120 Estinnes-au-Mont	pas encore cadastré	ISSH	LS				Commune						2	17/08/2011			
	chemin Lambiert, 77 à 7120 Estinnes-au-Mont	pas encore cadastré	ISSH	LS				Commune						2	30/09/2011			
	chemin Lambiert, 79 à 7120 Estinnes-au-Mont	pas encore cadastré	ISSH	LS				Commune						2	20/07/2011			
	chemin Lambiert, 63, à 7120 Estinnes-au-Mont	B - 107 E2	ISSH	LS				Commune						3	04/11/2013			
	Rue de la Station, 121 à Estinnes au Mont	B - 526 G2	Propriétaire privé	LM			1 AIS							1	11/02/2016			
	Rue de la Station, 122 à 7120 Estinnes au Mont	B - 526 G2	Propriétaire privé	LM			1 AIS							1	02/12/2015			
	Rue de la Station, 125 à 7120 Estinnes au Mont	B - 526 G2	Propriétaire privé	LM			1 AIS							2	03/12/2015			
	Rue de la station 126 à 7120 Estinnes au Mont	B - 526 G2	Propriétaire privé	LM			1 AIS							2	13/01/2016			
	rue des Ecoles, 31 à 7120 Peissant	D - 15 T	Adm Communale Estinnes	LM	1 Commune									2	28/06/1999			
Peissant	Place Mozin et Libotte, 1A à 7120 Peissant	A - 185 F3	Adm Communale Estinnes	LT	1 CPAS									1	04/07/2006			
	Place Mozin et Libotte, 1B à 7120 Peissant	A - 185 F3	Adm Communale Estinnes	LT	1 CPAS									2	18/10/2002			
	Place Mozin et Libotte, 2 à 7120 Peissant	A - 185 H3	Adm Communale Estinnes	LM	1 Commune									3	01/06/1969			
Haulchin	rue Joseph Wauters, 47A à 7120 Haulchin	B - 398 K	Adm Communale Estinnes	LM	1 Commune									2	04/08/2004			
	rue E Degrez, 32 à 7120 Haulchin	B - 474 C	Adm Communale Estinnes	LM	1 Commune									2	15/05/2001			
	place du Bicentenaire, 8 à 7120 Haulchin	B - 627 X	Adm Communale Estinnes	LM	1 Commune									2	04/08/2004			
	Place du Bicentenaire, 11 à 7120 Haulchin	B - 619 W	Adm Communale Estinnes	LT	1 CPAS									3	25/02/2000			
	cité Ferrer, 51 à 7120 Haulchin	B - 425 P	ISSH	LS				Commune						4	04/07/2015			
	Place des Martyrs, 2 à 7120 Haulchin	B - 643 S	Adm Communale Estinnes	LM	1 Commune									3	01/10/2003			
	Place des Martyrs, 4 à 7120 Haulchin	B - 643 P	Adm Communale Estinnes	LM	1 Commune									3	01/05/1977			
Villerelle-lez- Brayeux	rue Alfred Leduc, 41 à 7120 Villerelle-lez-Brayeux	A - 344 R	Adm Communale Estinnes	LM	1 Commune									2	28/01/2000			
Leval-Trahegnies	rue Albert ler, 72A à 7134 Leval Trahegnies	B - 251 F5	FLW	LS				Commune						3	10/12/2002			
Totaux	31	28	31		15	0	4	0	12	0	0	0	0					0

POINT N° 19

=====

LOG/ASOC.FR-LB

Plan d'action pluriannuel relatif à l'habitat permanent dans les équipements touristiques – Etat des lieux 2015 - Rapport d'activités annuel du Plan HP 2015 et programme de travail 2016.
INFORMATION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 19 : Plan d'action pluriannuel relatif à l'habitat permanent dans les équipements touristiques – Etat des lieux 2015 - Rapport d'activités annuel du Plan HP 2015 et programme de travail 2016 – INFORMATION

C'est l'Echevine D. Deneufbourg qui présente l'état des lieux. Elle établit une comparaison entre 2014 et 2015 pour :

- Le nombre de résidents par équipement
- Le nombre d'entrées
- Le nombre de départs

Pour le rapport d'activités, elle précise les implications et les difficultés pour les différents acteurs : le chef de projet, l'antenne sociale, le travailleur post-relogement, l'agent référent du CPAS. Le programme de travail 2016 reprend les différentes actions menées par axe de travail pour chaque acteur.

Le Conseiller P. Bequet émet quelques remarques sur les documents et notamment, la réponse au point 2.1. selon laquelle « la mission est remplie partiellement ».

L'Echevine D. Deneufbourg répond que des contacts personnalisés sont établis sur base de la demande ou d'un problème.

Vu la convention de partenariat - Plan HP local – phase 1 et 2 reprenant les années 2014-2019 approuvé par le Conseil communal en date du 24/04/2014 ;

Vu l'article 5 de la convention de partenariat :

« La commune rédige annuellement un programme de travail sur base d'un canevas fourni par la Région wallonne. Ce dernier reprend pour l'année à venir les missions de base de chaque agent local et précise les actions spécifiques que chacun va mener. Il indique aussi quelles seront les priorités d'action de la commune pour les thématiques prioritaires du Plan HP (maîtrise des entrées, logement, etc.). Ce programme de travail peut comporter un volet pluriannuel où la commune présentera des projets s'articulant sur plusieurs années (calendrier de mise en œuvre, descriptif, point sur l'état d'avancement d'un projet en cours).

La commune complète annuellement un rapport d'activités sur base d'un formulaire fourni par la Région wallonne. Elle veille à ce que toutes les rubriques soient remplies et à la cohérence des réponses entre elles.

Pour le 30 avril de chaque année, le programme de travail et le rapport d'activités sont validés par le comité d'accompagnement, puis par le Collège communal avant d'être soumis pour information au Conseil communal le plus proche du comité d'accompagnement ;

La commune réalise, tous les cinq ans, une évaluation de son Plan HP local sur base du formulaire transmis par la Région wallonne. Cette évaluation est validée par le Comité d'accompagnement, puis par le Collège communal avant d'être soumise pour information au Conseil communal.

Attendu qu'il appartient à l'Administration Communale, en exécution de l'article 4 de la convention de partenariat, de réunir le comité d'accompagnement local ainsi que suggéré par la direction de la D.I.C.S » ;

Attendu que l'état des lieux, le rapport d'activités 2015 ainsi que le programme de travail 2016 ont été validés par le comité d'accompagnement du 14/04/2016 ;

Attendu que ces documents ont été validés par le collège communal en date du 04/05/2016 ;

Attendu que ces rapports ont été complétés en partenariat avec les acteurs locaux à savoir, le chef de projet (Romain F), l'antenne sociale (Bodart L), l'agent post-relogement (Cornez A) l'agent référent du CPAS (Agrillo C) ;

Attendu qu'il convient de porter ces documents à la connaissance du conseil communal ;

Le Conseil prend connaissance :

Du rapport d'activités annuel du Plan HP 2015, de l'état des lieux 2015 et du programme de travail 2016.

POINT N° 20

=====

COORD/STC/NJ

Appel à projet : Projet +16 – Chantier de formation petit patrimoine 2016 - Formation aux techniques spécifiques d'entretien et de restauration du patrimoine bâti communal à destination d'un public mixte d'ouvriers communaux et des jeunes des écoles technique et professionnelle du dernier degré de l'enseignement secondaire

EXAMEN –DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 20 et le présente: Appel à projet : Projet +16 – Chantier de formation petit patrimoine 2016 - Formation aux techniques spécifiques d'entretien et de restauration du patrimoine bâti communal à destination d'un public mixte d'ouvriers communaux et des jeunes des écoles technique et professionnelle du dernier degré de l'enseignement secondaire - EXAMEN –DECISION

L'objectif poursuivi par l'appel à projet est de permettre à des étudiants du cycle secondaire supérieur de l'enseignement technique et professionnel de participer, dans le cadre des stages prévus par leur formation, à des chantiers de rénovation du patrimoine bâti communal en vue

d'acquérir une expérience en la matière en étant encadré par du personnel communal et par des formateurs du centre des métiers du patrimoine « La paix Dieu » de l'I.P.W.

Les sites proposés à la rénovation sont :

Monument aux morts de Fauroeulx : restauration

Murs des cimetières : réfection-reconstruction

Chapelle ND de Cambron : réfection du parvis (dallage)

Le Conseiller A. Jaupart n'appuie pas le CEFA d'Erquelinnes et propose un autre projet : reconstruire la chapelle d'Estinnes-au-Mont.

La Bourgmestre-Présidente lui rappelle qu'il s'agit d'une chapelle privée.

Le Conseiller J. Mabilie propose de reprendre les apprentis à l'arrière de la Maison de la vie rurale.

La Bourgmestre-Présidente répond que s'ils peuvent être considérés comme bien patrimonial et historique, on peut le rajouter.

Considérant le projet +16 présenté par le Ministre Prévot dans le cadre de la formation des jeunes aux métiers du Patrimoine et tendant à octroyer un subside aux communes sélectionnées suite à l'appel à candidature ;

Considérant que ce projet vise à permettre à des étudiants du cycle secondaire supérieur de l'enseignement technique et professionnel de participer, dans le cadre des stages prévus par leur formation, à des chantiers de rénovation du patrimoine bâti communal en vue d'acquérir une expérience en la matière en étant encadré par du personnel communal ;

Attendu qu'il y a lieu de définir les projets de chantier ;

Attendu qu'il y a lieu de signer une convention avec un établissement scolaire ;

Attendu qu'il y a lieu que le Conseil Communal désigne deux responsables pour ce projet (un représentant de l'autorité et un fonctionnaire communal) ;

Attendu que l'appel à projet a été transmis à l'administration en date du 20 avril et que le dossier de candidature doit être rentré au cabinet du Ministre Prévot pour le 15 juin au plus tard ;

Sur proposition du collège ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1 :

De répondre favorablement à l'appel à projet 16+ tendant à permettre à des étudiants du cycle secondaire supérieur de l'enseignement technique et professionnel de participer, dans le cadre des stages prévus par leur formation, à des chantiers de rénovation du patrimoine bâti communal en vue d'acquérir une expérience en la matière en étant encadré par du personnel communal et par des formateurs du centre des métiers du patrimoine « La paix Dieu » de l'I.P.W. ;

1. de désigner l'Echevin A. Anthoine comme responsable communal.
2. de désigner V. Bouilliez comme fonctionnaire communal responsable.

3. de proposer un des sites suivants pouvant faire l'objet d'un tel chantier :
 - Monument aux morts de Fauroeulx : restauration
 - Murs des cimetières : réfection-reconstruction
 - Chapelle ND de Cambron : réfection du parvis (dallage)
 - Appentis attenants au Musée de la Vie rurale
4. de proposer le projet aux établissements scolaires suivants en vue de signer la convention de partenariat :
 - St Luc à Mons
 - St Joseph à La Louvière
 - Le Cefa d'Erquelinnes

Article 2 :

De transmettre la décision au service finances et travaux.

POINT N°21

=====

PERS/ENS/LP

Lancement d'un appel externe aux candidats visant à la désignation à titre temporaire d'un directeur des écoles communales d'Estinnes (sans classe – école fondamentale ordinaire) dans un emploi non vacant depuis plus de 15 semaines

EXAMEN – DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 21 : Lancement d'un appel externe aux candidats visant à la désignation à titre temporaire d'un directeur des écoles communales d'Estinnes (sans classe – école fondamentale ordinaire) dans un emploi non vacant depuis plus de 15 semaines - EXAMEN – DECISION

L'Echevine F. Gary explique que l'absence du Directeur pédagogique titulaire ayant atteint 15 semaines, il convient de procéder à un appel externe. Cette procédure a été soumise à la COPALOC en date du 28/04/2016.

Le Conseiller B. Dufrane émet les remarques suivantes :

- Si l'absence du directeur titulaire avait été inférieure à 15 semaines ou pas en seul tenant, l'appel externe n'était pas obligatoire
- La COPALOC a fait du bon travail, toutefois, la problématique est complexe. Il reste une perche car la circulaire prévoit que l'administration a trois mois pour examiner le dossier.

La Bourgmestre-Présidente émet ses craintes par rapport au pallier 2 choisi. Elle craint que nous ne puissions garder la candidature interne s'il y a de nombreuses candidatures externes.

Vu le décret du 02 février 2007 fixant le statut des directeurs et notamment les articles 56 et 60 qui disposent :

Article 56. - § 1^{er}. *Le pouvoir organisateur qui doit admettre au stage à la fonction de promotion de directeur :*

1° consulte la commission paritaire locale sur le profil de la fonction de directeur à pourvoir;
2° reçoit des membres du personnel toute information que ceux-ci jugent utile de lui communiquer en vue de l'admission au stage.

§ 2. *Le pouvoir organisateur après application du § 1^{er} :*

1° arrête le profil de la fonction de directeur à pourvoir. Dans ce cadre, le pouvoir organisateur peut ajouter des critères complémentaires aux conditions d'admission au stage visées à l'article 57 du présent décret;

2° lance un appel aux candidats selon les formes déterminées par le Gouvernement, sur proposition de la commission paritaire centrale.

Article 60. - § 1^{er}. La fonction de directeur peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant toutes les conditions visées à l'article 57 :

1° si le titulaire de la fonction est temporairement absent;

2° dans l'hypothèse visée à l'article 47 du décret du 6 juin 1994 précité;

Pendant cette période, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé à titre définitif.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour toute désignation d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines, les conditions visées à l'article 57, 4° et 5°, ne sont pas exigées. Par ailleurs, les autorités visées à l'article 27bis du décret du 6 juin 1994 précité sont habilitées à effectuer ces désignations d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines.

Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, la fonction de directeur peut être confiée temporairement à un membre du personnel dans les conditions de l'alinéa 1^{er} en cas de décès du directeur titulaire de l'emploi, pendant le temps nécessaire à l'admission au stage d'un directeur stagiaire dans le cadre de la procédure visée à la section I^{re} du présent chapitre. Cette désignation prend fin d'office à la date de l'admission au stage qui a lieu à l'issue de cette procédure et au plus tard après quinze semaines.

§ 3. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement la fonction de promotion de directeur à un membre de son personnel répondant aux conditions de l'article 57 peut confier temporairement la fonction de promotion de directeur à un membre de son personnel dans le respect des articles 58 et 59.

§ 4. Par dérogation à l'article 57, le membre du personnel désigné à titre temporaire dans un emploi non vacant pour une durée de plus de quinze semaines est nommé dans l'emploi qu'il occupe si celui-ci devient vacant, dans le respect des dispositions contenues à l'article 45 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiaire de l'enseignement officiel subventionné à condition :

1° d'avoir été désigné à titre temporaire de manière ininterrompue depuis 2 ans au moins à la date à laquelle l'emploi est devenu vacant;

2° d'avoir fait l'objet d'au moins deux évaluations, dont la dernière a conduit à l'attribution de la mention «favorable». A cette fin et sans préjudice de l'article 63, le membre du personnel visé au présent paragraphe est évalué en appliquant les règles contenues à l'article 33, §§ 2 à 5.

3° d'avoir obtenu les cinq attestations de réussite des formations visées aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er} du présent décret.

Le membre du personnel visé au présent paragraphe peut cependant, à sa demande, être admis au stage dans l'emploi vacant visé à l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas le stage a une durée d'un an.

Toutefois, le membre du personnel visé au présent paragraphe est d'office admis au stage dans l'emploi vacant visé à l'alinéa 1^{er} s'il a précédemment à sa dernière évaluation obtenu une fois la mention «réservée». Dans ce cas, le stage a une durée d'un an, à l'issue de laquelle a lieu une dernière évaluation. Le membre du personnel est nommé dans l'emploi vacant visé à l'alinéa 1^{er} s'il obtient la mention «favorable» lors de cette dernière évaluation.

Vu la circulaire n°5087 du 12/12/2014 relative à l'appel à candidatures pour l'admission au stage de directeur ou à une désignation à titre temporaire dans une fonction de directeur pour une durée supérieure à quinze semaines ;

Attendu que le Directeur pédagogique des écoles communales titulaire est absent pour cause de maladie depuis le 05/01/2016 et qu'il a été pourvu à son remplacement à titre temporaire suite à un appel interne;

Attendu que l'absence du Directeur pédagogique titulaire a atteint 15 semaines et qu'il convient de procéder à un appel externe ;

Attendu que la procédure a été soumise à la COPALOC en date du 28/04/2016 qui a approuvé à l'unanimité les projets suivants :

- L'appel aux candidats visant une désignation à titre temporaire dans un emploi non vacant (plus de 15 semaines) dans une fonction de directeur sans classe dans une école fondamentale ordinaire
- L'annexe 1 contenant les conditions légales d'accès à la fonction répondant au palier 2
- L'annexe 2 contenant le profil recherché
- L'annexe 3 relative aux titres de capacité

La Conseillère G. Brunebarbe quitte la séance quelques instants.

18 conseillers prennent part au vote et **DECIDENT A L'UNANIMITE**

Article 1

De procéder au lancement d'un appel externe aux candidats visant à la désignation à titre temporaire d'un directeur des écoles communales d'Estinnes (sans classe – école fondamentale ordinaire) dans un emploi non vacant depuis plus de 15 semaines, conformément à:

- L'annexe 1 contenant les conditions légales d'accès à la fonction répondant au palier 2
- L'annexe 3 relative aux titres de capacité.

APPEL AUX CANDIDATS POUR UNE DESIGNATION A TITRE TEMPORAIRE DANS UN EMPLOI NON VACANT (plus de 15 semaines) DANS UNE FONCTION DE DIRECTEUR/TRICE sans classe DANS UNE ECOLE FONDAMENTALE ORDINAIRE

- Coordonnées du P.O.
- Nom : Administration communale d'Estinnes
- Adresse : Chaussée Brunehault, 232 7120 Estinnes
- Coordonnées de l'école ou de l'établissement:
- Nom : Ecole communale d'Estinnes (6 implantations : Estinnes-au-Mont, Estinnes-au-Val, Fauroeux, Haulchin, Peissant, Vellereille-les-Brayeux)
- Adresse : 234, Chaussée Brunehault 7120 Estinnes
- Site web : /

- Les conditions légales d'accès à la fonction sont reprises en annexe 1

- Profil recherché (arrêté par le pouvoir organisateur après consultation de la COPALOC en date du 28 avril 2016) : voir annexe 2

- Titres de capacité : voir annexe 3

- Les candidatures doivent être envoyées par lettre recommandée ou déposées contre accusé de réception au plus tard le/....../2016 inclus.
- Au Collège Communal, Chaussée Brunehault 232, 7120 Estinnes.
- Une copie du diplôme obtenu ainsi qu'une copie des attestations de réussite des modules de formation (ou un engagement à obtenir les attestations des dites formations pour la fin de la période de stage) et un extrait de casier de judiciaire (modèle 596 al. 2) sont à joindre à l'acte de candidature.

- Coordonnées de la personne-contact auprès de laquelle divers renseignements complémentaires peuvent être obtenus : Gary Florence, Echevine de l'Enseignement – 0477/33.96.72
- Service enseignement – 064/311.319

- Annexe n° 1 – Conditions légales d'accès à la fonction
- Annexe n° 2 – Profil recherché
- Annexe n° 3 – Titres de capacité

Annexe 1.

CONDITIONS LEGALES D'ACCES A LA FONCTION

Les conditions visées au cadre 2 de l'appel aux candidats sont les suivantes :

CONDITIONS LEGALES D'ACCES A LA FONCTION

Les conditions visées au cadre 2 de l'appel aux candidats sont les suivantes :

Palier 1 Art. 57 du Décret du 2 février 2007

- 1° Avoir acquis une ancienneté de service de sept ans au sein du Pouvoir organisateur dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause calculée selon les modalités fixées à l'article 34 du Décret du 6 juin 1994 ⁽¹⁾ ;
- 2° Etre titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le Pouvoir organisateur concerné ⁽²⁾ ;
- 3° Exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du Décret du 2 février 2007 ;
- 4° Avoir répondu à cet appel aux candidat(e)s ;
- 5° Avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation ⁽³⁾.

Palier 2 Art. 58 du Décret du 2 février 2007

- 1° Soit remplir toutes les conditions du palier 1 à l'exception des deux dernières (avoir répondu à l'appel aux candidats et être titulaire de trois attestations de réussite) ;

- 2° Soit remplir toutes les conditions du palier 1 au sein d'un autre pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné, à l'exception de l'avant-dernière (avoir répondu à l'appel aux candidats).

Annexe 3 :

TITRES DE CAPACITE Article 102 du Décret du 2 février 2007 Tableau II tel que modifié par le décret du 10 février 2011		
---	--	--

Fonction de promotion	Fonction(s) exercée(s)	Titre(s) de capacité
Directeur d'école fondamentale	<p>a) Instituteur maternel, instituteur maternel chargé des cours en immersion linguistique, instituteur primaire instituteur primaire chargé des cours en immersion linguistique,</p> <p>b) Maître de cours spéciaux (éducation physique, seconde langue, morale)</p>	<p>a) Un des titres suivants : - Diplôme d'instituteur maternel - Diplôme d'instituteur primaire - AESI</p> <p>b) Diplôme d'instituteur primaire ou diplôme d'instituteur maternel ou AESI Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2</p>

Article 2

D'arrêter le profil de la fonction de directeur à pourvoir tel que repris ci-dessous et dans l'annexe 2 :

PROFIL DE FONCTION DU DIRECTEUR DES ECOLES COMMUNALES D'ESTINNES – ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL



1. Identification du pouvoir organisateur

Commune d'Estinnes/ Province de Hainaut

2. Identification de l'établissement

Nom : Ecole communale d'Estinnes

Adresse : Chaussée Bruneault, 234

Code postal : 7120 Localité : ESTINNES

3. Spécificités de l'établissement

Enseignement fondamental ordinaire comportant 6 implantations

4. Le candidat directeur(rice) de l'école communale devra :

- connaître et appliquer la législation portant sur l'enseignement
- être de conduite irréprochable, fournir à cet effet un extrait de casier judiciaire (modèle2)

- avoir une expérience utile à la fonction, à savoir : avoir déjà effectué un remplacement de direction
- accomplir personnellement et consciencieusement les obligations qui lui sont imposées
- mettre en œuvre la lettre de mission qui lui sera remise lors de son entrée en fonction et notamment :

Missions générales prévues par le décret du 02/02/2007

- **Mise en œuvre**, au sein de l'établissement du projet pédagogique
- Représentation du pouvoir organisateur
- Compétence générale d'organisation de son établissement
- Analyse régulière de la situation de l'établissement

Missions spécifiques

Au niveau pédagogique et éducatif

- Le directeur gère et anime l'établissement scolaire sur le plan pédagogique et éducatif
- Il met en œuvre et pilote le projet d'établissement
- Il s'assure de l'adéquation entre les apprentissages, les socles de compétences, les compétences terminales, les profils de formation et les programmes ou les dossiers pédagogiques
- Il veille à la bonne organisation des évaluations certificatives
- Il collabore avec le service général d'inspection et les autres services pédagogiques

Au niveau relationnel

- **Avec l'équipe éducative**

Il assure la gestion et la coordination de l'équipe pédagogique.

Il organise les services de l'ensemble des personnels, coordonne leur travail et leur fixe des objectifs en fonction de leurs compétences et des textes qui régissent leurs missions. Il accorde une attention particulière à l'évaluation du travail des membres du personnel enseignant.

Dans cette optique, le directeur :

- ✕ suscite l'esprit d'équipe ;
- ✕ veille au développement de la communication et du dialogue avec l'ensemble des acteurs de l'établissement scolaire ;
- ✕ gère les conflits ;
- ✕ veille à l'accueil et l'intégration des nouveaux membres du personnel ;
- ✕ veille à l'accompagnement des personnels en difficulté ;
- ✕ suscite et gère la participation des membres du personnel aux formations en cours de carrière, obligatoires ou volontaires.

- **Avec les élèves, les parents et les tiers**

Le directeur est responsable des relations de l'établissement scolaire avec les élèves, les parents et les tiers.

Dans ce cadre, le directeur

- ✕ veille à développer l'accueil et le dialogue vis-à-vis des élèves, des parents et des tiers. Il vise à l'intégration de tous les élèves, favorise leur bonne orientation et encourage le développement de leur expression citoyenne.
- ✕ fait respecter le règlement d'ordre intérieur de l'établissement scolaire et prend, le cas échéant, les mesures nécessaires ;
- ✕ Il vérifie les registres de présence des élèves ;

- **Avec l'extérieur**

Le directeur représente son établissement dans le cadre de ses relations extérieures.

Dans cette optique, le directeur

- ✕ s'efforce, selon ses possibilités, d'entretenir et de favoriser les relations extérieures et assure les relations publiques de son école ;
- ✕ assure la coordination des actions à mener notamment avec les centres PMS, et peut établir des partenariats (Précisés ci-dessous) ;
- ✕ peut nouer des contacts avec le monde économique et socio-culturel local, de même qu'avec des organismes de protection de la jeunesse, d'aide à l'enfance et d'aide à la jeunesse.

Au niveau administratif, matériel et financier

- Il organise les horaires et les attributions des membres du personnel dans le cadre de la législation existante. ;
- Il gère les dossiers des élèves et des membres du personnel ;
- Il veille, le cas échéant, à la bonne organisation des organes de concertation et des conseils de classe prévus par les lois, décrets et règlements. ;
- Il gère en collaboration avec les services communaux les ressources matérielles et financières de l'établissement selon l'étendue du mandat qui lui a été confié (ex. : commande de fournitures scolaires...) ;
- Il veille par ailleurs à l'application des consignes de sécurité et d'hygiène au sein de l'établissement ;
- Pour atteindre ces buts, il remplit avec exactitude et fait parvenir dans les délais prescrits aux différents destinataires tous les documents administratifs et fonctionnels dont la rédaction lui est confiée par les lois, décrets, règlements et par le pouvoir organisateur ;
- Il tient à jour les registres matricules.

Délégations attribuées par le pouvoir organisateur

- Il met en oeuvre et pilote les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur et veille à lui proposer des actualisations ;
- Il fait respecter le règlement d'ordre intérieur et le règlement des études et veille à leur actualisation ;
- Il est le garant de l'application des programmes adoptés par le pouvoir organisateur (article 17 du décret "Missions" du 24 juillet 1997 précité) ;
- Il organise et anime les réunions de concertation (60 périodes obligatoires) (article 22 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement) ;
- Il évalue les membres du personnel placés sous son autorité ;
- Il est le garant du respect des procédures de recours ;
- Il veille à l'organisation régulière de réunions de parents ;
- Il vérifie les registres de présences des élèves ;
- Il organise l'encadrement des élèves à l'entrée et à la sortie des cours. Il collabore à l'organisation de l'accueil extrascolaire au sein de son établissement, à la mise en place et au contrôle des garderies, études dirigées ou toute autre forme d'accueil extrascolaire ;
- Il est le relais privilégié du pouvoir organisateur auprès des membres du personnel, des parents et des élèves ;
- Il communique et soutient les directives du pouvoir organisateur auprès des membres du personnel ;
- Dans le cadre d'une relation de confiance, il rencontre régulièrement son pouvoir organisateur pour faire le point sur le fonctionnement de l'établissement et les problèmes éventuels ;
- Il participe aux manifestations visant à valoriser l'enseignement du pouvoir organisateur ;
- En matière de ressources matérielles et financières, il se réfère aux services communaux compétents ;
- En matière d'exclusion d'élèves, il se réfère au R.O.I. (articles 89 et 90 du décret "Missions" du 24 juillet 1997 précité)
- En collaboration avec le service ayant la tutelle du nettoyage, il s'assure du bon état de propreté des locaux. Il communique par écrit et sans délai au Service des Travaux (ou autre service technique) toute demande visant à maintenir les bâtiments scolaires qui lui sont confiés en parfait état.

Article 3 :

De charger le collège communal de l'exécution de la présente délibération.

POINT N°22

=====

SEC.FS/INTERC/

Société wallonne des eaux – Assemblées générales de la SWDE

Désignation d'un représentant communal en remplacement de Mme A. Tourneur

EXAMEN-DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 22 et le présente : Société wallonne des eaux – Assemblées générales de la SWDE - Désignation d'un représentant communal en remplacement de Mme A. Tourneur - EXAMEN-DECISION
C'est le Conseiller A. Jaupart qui est proposé.

Revu la délibération du Conseil communal du 22/04/2013 décidant à la majorité des votes de désigner Madame Aurore TOURNEUR pour siéger aux assemblées générales de la Société wallonne des eaux ;

Vu l'article L1122-34 §2 du Code de la démocratie et de la décentralisation : « Le conseil communal nomme les membres de toutes les commissions qui concernent l'administration de la commune ainsi que les représentants du conseil communal dans les intercommunales et dans les autres personnes morales dont la commune est membre. Il peut retirer ces mandats. »

Attendu que Madame Tourneur souhaite être remplacée en tant que représentante de la Commune aux assemblées générales de la SWDE ;

Attendu qu'il convient de désigner un nouveau représentant communal en qualité de délégué aux fins de représenter la commune d' ESTINNES au sein des assemblées générales de la Société wallonne des eaux;

Vu la candidature du Conseiller Jaupart A.

DECIDE A L'UNANIMITE

De désigner Mr Alexandre Jaupart, conseiller communal pour siéger aux assemblées générales de la SWDE.

La décision sera transmise pour suite voulue au comité de direction de la S.W.D.E., rue de la Concorde, 41 – 4800 Verviers.

POINT N°23

=====

SEC/SWDE/FS /100416

Société wallonne des eaux - Assemblée générale ordinaire 31/05/2016 – SWDE
EXAMEN-DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 23 et le présente: Société wallonne des eaux - Assemblée générale ordinaire 31/05/2016 – SWDE
EXAMEN-DECISION

Vu l'affiliation de la commune d'Estinnes à la S.C.R.L. Société Wallonne des Eaux ;

Considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 19/07/2006 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et en particulier son article L1523-12 ;

Vu le courrier de la Société Wallonne des Eaux reçu le 20/04/2016, l'invitant à son assemblée générale ordinaire du 31/05/2016 à 15 heures, rue de Limbourg, 41 B à Verviers, dont l'ordre du jour se présente comme suit :

Ordre du jour : Assemblée ordinaire

- approbation P.V. de l'assemblée générale du 26/05/2015
- rapport du conseil d'administration
- rapport du collège des commissaires aux comptes
- approbation des bilan, compte de résultats et annexes au 31/12/2015
- décharge aux administrateurs et au collège des commissaires aux comptes.
- élection de 2 commissaires réviseurs et émoluments
- nomination du Président du Collège des commissaires aux comptes

Considérant que la Commune doit être représentée à l'assemblée générale de la Société par le délégué désigné par le conseil communal de ce jour ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié au délégué représentant la Commune d'Estinnes à l'assemblée générale de la Société le 31/05/2016 ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1

d'approuver les points soumis à l'ordre du jour :

Assemblée ordinaire

- approbation P.V. de l'assemblée générale du 26/05/2015
- rapport du conseil d'administration
- rapport du collège des commissaires aux comptes
- approbation des bilan, compte de résultats et annexes au 31/12/2015
- décharge aux administrateurs et au collège des commissaires aux comptes.
- élection de 2 commissaires réviseurs et émoluments
- nomination du Président du Collège des commissaires aux comptes

Article 2

La présente délibération sera transmise à la Société Wallonne des Eaux, rue de la Concorde, 41 – 4800 Verviers.

POINT N°24

=====

INTERC/SEC.FS/100269

ASSEMBLEE générale : Intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle : IMIO - Assemblée générale 02/06/2016

EXAMEN – DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 24 et le présente:
 ASSEMBLEE générale : Intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle : IMIO - Assemblée générale 02/06/2016 - EXAMEN – DECISION

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil du 16/08/2013 portant sur la prise de participation de la Commune d'Estinnes à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO) ;

Considérant que la Commune d'Estinnes a été convoquée à participer à l'assemblée générale d'IMIO du 02 juin 2016 par lettre datée du 07 avril 2016 ;

Considérant que l'Assemblée générale du premier semestre doit avoir lieu, avant la fin du mois de juin, conformément à l'article L1523-13 – paragraphe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la Commune d'Estinnes doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal (A. Jaupart, D. Deneufbourg, V. Jeanmart, J.P. Delplanque, S. Lambert) ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune d'Estinnes à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO du 02 juin 2016 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressé par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

Assemblée générale ordinaire (18 h)

1. Présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration;
2. Présentation du rapport du Collège des contrôleurs aux comptes;
3. Présentation et approbation des comptes 2015;
4. Décharge aux administrateurs;
5. Décharge aux membres du collège des contrôleurs aux comptes.
6. Désignation d'un administrateur.

Assemblée générale extraordinaire (19 h 30)

Modification des statuts de l'intercommunale

Considérant que les points précités sont de la compétence de l'Assemblée générale et ce conformément à l'article 19 des statuts de l'intercommunale IMIO.

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1

D'approuver ci-après les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'IMIO du 02 juin 2016 qui nécessitent un vote.

Assemblée générale ordinaire (18 h)

1. Présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration;
2. Présentation du rapport du Collège des contrôleurs aux comptes;
3. Présentation et approbation des comptes 2015;
4. Décharge aux administrateurs;
5. Décharge aux membres du collège des contrôleurs aux comptes.
6. Désignation d'un administrateur.

Assemblée générale extraordinaire (19 h 30)

Modification des statuts de l'intercommunale

Article 2

De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 3

De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 4

De transmettre la présente délibération à l'intercommunale IMIO.

POINT N°25

=====

SEC.FS/INTERC./100474

CUC – Assemblée générale 01/06/2016

EXAMEN – DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 25 et le présente: CUC – Assemblée générale 01/06/2016 - EXAMEN – DECISION
--

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et notamment ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14 ;

Considérant l'affiliation de la Commune d'Estinnes à la Communauté Urbaine du Centre ;

Attendu que les délégués du Conseil communal sont invités à représenter la commune d'Estinnes lors des assemblées générales de la CUC, à savoir : A. Tourneur, V. Jeanmart, B. Dufrane, S. Lambert ;

Considérant que la commune a été convoquée pour participer à l'Assemblée générale statutaire du 1^{er} juin à 18 H 30 ;

Vu les statuts de la Communauté Urbaine du Centre ;

Considérant le point porté à l'ordre du jour de la susdite assemblée : Approbation des comptes annuels ;

Attendu qu'il importe que le Conseil communal exprime sa position à l'égard du point porté à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ;

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le point ci-après inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du 1^{er} juin 2016 : approbation des comptes annuels
- De charger ses délégués de rapporter à ladite assemblée la proportion des votes intervenus au sein du Conseil.
- De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise à la C.U.C.

POINT N°26

=====

FE / FIN-BDV /

FABRIQUE D'EGLISE NOTRE-DAME DU TRAVAIL DE BRAY

AVIS DU CONSEIL COMMUNAL SUR LE COMPTE 2015

EXAMEN-DECISION

DEBAT

<p>La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 26 et le présente : FABRIQUE D'EGLISE NOTRE-DAME DU TRAVAIL DE BRAY - AVIS DU CONSEIL COMMUNAL SUR LE COMPTE 2015 - EXAMEN-DECISION</p>
--

Vu les dispositions du Décret impérial du 30/12/1809, chapitre 4 concernant les charges des communes relativement au culte, notamment ses articles 92 à 103 ;

Vu les dispositions de la loi du 04/03/1870 sur le temporel des Cultes ;

Vu l'article L 1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'article L 1321-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Considérant que le Conseil de la fabrique d'église Notre-Dame du travail de Bray a arrêté son compte de l'exercice 2015 en date du 19 avril 2016 ;

Considérant qu'en application du décret du 13 mars 2014, la fabrique d'église a déposé à l'administration communale de Binche, en nos services et aux services de l'évêché, son compte 2015 et les pièces justificatives probantes le 19 avril 2016 ;

Considérant que ce compte 2015 présente le tableau récapitulatif suivant :

FABRIQUE D'EGLISE NOTRE-DAME DU TRAVAIL DE BRAY	COMPTE 2015
<u>RECETTES</u>	
TOTAL des recettes ordinaires :	5.337,58 €
<i>Dont une part communale de :</i>	<i>4.737,58 €</i>
TOTAL des recettes extraordinaires :	2.959,29 €
TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES	8.296,87 €
<u>DÉPENSES</u>	
<u>CHAPITRE I :</u> <i>Dépenses relatives à la célébration du culte arrêtées par l'Evêché</i>	
<i>Objets de consommation :</i>	<i>1.293,04 €</i>
<i>Entretien du mobilier :</i>	<i>50,60 €</i>
<i>Autres frais nécessaires à la célébration du culte :</i>	<i>0,00 €</i>
TOTAL des dépenses arrêtées par l'Evêché :	1.343,64 €
<u>CHAPITRE II :</u> <i>Dépenses soumises à l'approbation de l'Evêché et du Collège du Conseil provincial</i>	
<u>1. DÉPENSES ORDINAIRES</u>	
<i>Gages et traitements :</i>	<i>0,00 €</i>
<i>Réparations d'entretiens :</i>	<i>2.708,86 €</i>
<i>Dépenses diverses :</i>	<i>2.390,62 €</i>
TOTAL des dépenses ordinaires :	5.099,48 €
<u>2. DÉPENSES EXTRAORDINAIRES</u>	
TOTAL des dépenses extraordinaires :	0,00 €
TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES	6.443,12 €
RESULTAT	1.853,75 €

Considérant qu'à l'examen de ce compte, il est relevé qu'aucune observation n'est à formuler;

Considérant que le délai de 40 jours non prorogeables commence à courir à partir du 20 avril et se termine le 1er juin 2016 ;

Considérant qu'il y a lieu que le Conseil communal émette un avis à la séance du 23 mai 2016 ;

Dans le but de satisfaire aux obligations légales ;

Attendu que le Conseil communal a déclaré l'urgence en début de séance ;

DECIDE A LA MAJORITE PAR 14 OUI 5 ABSTENTIONS
(SL-JPD-OB-PB-JM)

- 1) D'examiner et émettre un avis favorable sur le compte de l'exercice 2015 de la fabrique d'église Notre-Dame du travail de Bray.
- 2) de transmettre la présente délibération à la commune de Binche.

Questions d'actualité

Le Conseiller P. Bequet demande que l'on aménage l'accès à la salle communale d'Estinnes-au-Mont pour les personnes à mobilité réduite. Il suggère de faire un plateau à l'entrée avec une poignée au mur.

La Bourgmestre-Présidente répond que le service technique communal sera interrogé à ce sujet.

HUIS CLOS

POINT N°27

=====

LOG.BAIL/LB-FR-AC

Contrat de bail : Mise en location d'un immeuble sis Chemin Lambiert n° 79 à Estinnes-au-Mont, pour la période du 1/09/2016 au 31/08/2019

EXAMEN – DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 27 et le présente :
contrat de bail : Mise en location d'un immeuble sis Chemin Lambiert n° 79 à Estinnes-au-Mont, pour la période du 1/09/2016 au 31/08/2019 - EXAMEN – DECISION

Attendu qu'en application du code wallon du logement et de l'habitat durable notamment de son article 132, et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif à la location de logements sociaux gérés par la Société wallonne du logement ou par les sociétés agréées par celle-ci à des personnes morales à des fins d'action sociale, la société d'habitations sociales ISSH a donné en location à l'Administration Communale, un logement social en bon état locatif sis à 7120 Estinnes, Chemin Lambiert, 79 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 juin 2014 décidant :

- De marquer son accord sur la convention de location entre l'ISSH et l'administration communale d'Estinnes pour les immeubles sis à Estinnes-au-Mont, Chemin Lambiert 77, 79 et 81 pour la période du 15/07/2014 au 14/07/2017 aux conditions reprises dans la convention de location.

La gestion des immeubles est confiée à la commune sous condition du versement d'un loyer de 400 € à l'ISSH. Ce loyer est majoré de maximum 15 % versé à la Commune en contrepartie de la gestion locative.

Considérant que la convention est toujours en cours actuellement ;

Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation et notamment les articles L 1122-30 et L 1222-1 ;

Vu la loi du 20/02/1991, du 13/04/1997, du 27/12/2006 et du 25/04/2007 sur les baux à loyer ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 24/08/2015 décidant de conclure un bail à loyer avec la famille Dastot pour la période du 31/08/2015 au 01/09/2016 ;

Considérant que Mme Dastot Lydie gère son logement en bon père de famille et paie régulièrement son loyer ;

Considérant que le bail pourrait être renouvelé du 1/09/2016 au 31/08/2019 ;

Considérant qu'il convient de fixer les conditions de location et notamment le montant du loyer compte tenu du contexte social propre à cette opération (loyer fixé par l'ISSH 400 € majoré de 15 % 460 €);

Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation et notamment les articles :
L 1122-21 à savoir :

« La séance du conseil communal n'est pas publique lorsqu'il s'agit de question de personnes. Dès qu'une question de ce genre est soulevée, le président prononce immédiatement le huis clos ».

L1122-22 à savoir : « Sauf en matière disciplinaire, la séance à huis clos ne peut avoir lieu qu'après la séance publique. S'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en séance à huis clos, la séance publique peut être interrompue, à cette seule fin. » ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1 :

Dans le cadre de la convention de location entre l'ISSH et l'Administration Communale, la commune procédera à la mise en location du bien décrit ci-après :

- un immeuble sis Chemin Lambiert n° 79 à Estinnes-au-Mont
- à Madame Dastot Lydie
- pour la période du 1/09/2016 au 31/08/2019
- pour le prix de 460 euros représentant un montant de 400 euros, montant fixé par l'ISSH majoré de 15 %, somme revenant à l'Administration Communale pour la gestion locative
- et aux autres conditions reprises dans le contrat de bail ci-dessous

Article 2 :

- De charger le Collège communal de l'exécution de la présente délibération.

CONTRAT DE BAIL

Entre les soussignés,

de première part, la Commune d'Estinnes, dénommée ci-après le « BAILLEUR », représentée par la Bourgmestre, Madame TOURNEUR Aurore, assistée de Madame GONTIER Louise-Marie, Directrice communale f.f., agissant en exécution :

- d'une délibération du Conseil communal du 23 mai 2016
- de l'article L 1222-1 du code de la démocratie et de la décentralisation,
- d'un mandat de gestion d'immeubles qui lui a été confié l'Immobilière Sociale entre Sambre et Haine (ISSH)

de seconde part,

ci-après dénommé le « PRENEUR »

Madame Dastot Lydie domiciliée à la rue du Chemin Lambiert n°79, 7120 Estinnes-Au-Mont

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1er : Objet du bail

Le bailleur donne en bail à loyer au preneur, qui accepte, une maison, située à Estinnes, Chemin Lambiert, 79.

Article 2 : Résidence principale

Le présent bail porte sur un logement que le preneur affectera à sa résidence principale.

Il est interdit au preneur d'affecter une partie de l'habitation à l'exercice d'un commerce ou artisanat ou toute autre activité professionnelle.

Le preneur ne peut en aucun cas changer cette destination, ni invoquer le consentement tacite du bailleur.

Article 3 : Durée

Le bail est consenti pour une durée déterminée prenant cours le 1/09/2016 et se terminant le 31/08/2019.

Article 4 : Résiliation

Le bail prend fin moyennant un congé notifié par l'une ou l'autre des parties au moins 3 mois avant l'expiration de la durée convenue.

Nonobstant toute clause ou toute convention contraire, à défaut d'un congé notifié dans les délais ou si le locataire continue à occuper les lieux sans opposition du propriétaire, et même dans l'hypothèse où un nouveau contrat est conclu entre les mêmes parties, le bail est réputé avoir été conclu pour une période de 9 ans à compter de la date à laquelle le bail initial de courte durée est entré en vigueur.

Article 5 : Loyer

Le loyer est fixé à 460 euros.

Le loyer de 460 euros est payable par mois et anticipativement le 1^{er} de chaque mois.

Le loyer sera payé par versement ou virement du montant au

COMPTE : Belfius - BE48 0910 0037 8127

BIC : GKCCBEBB

Retard de paiement

En cas de retard de paiement, il est dû de plein droit un intérêt de 1 % par mois sur toute somme impayée à son échéance.

Article 6 : Indexation

Les parties conviennent que le loyer est revu chaque année au jour anniversaire de l'entrée en vigueur du bail, selon les fluctuations de l'indice des prix à la consommation (indice santé) et selon la formule suivante :

Nouveau loyer = $\frac{\text{loyer de base} \times \text{le nouvel indice}}{\text{Indice de départ}}$

Le loyer de base est le loyer qui résulte de la présente convention.

Le nouvel indice est l'indice santé calculé et désigné à cet effet du mois qui précède celui de l'anniversaire de l'entrée en vigueur du bail.

L'indice de base est l'indice santé du mois précédant le mois pendant lequel la convention a été conclue.

Article 7 : Garantie

La somme de 920 euros a été versée sur un compte bancaire individuel et bloqué, ouvert au nom des locataires à la date de la signature de la première convention.

Article 8 : Impôt et taxes

Tous les impôts et taxes mis ou à mettre sur le bien loué par les autorités communales, provinciales, régionales ou fédérales ou par d'autres administrations publiques sont à charge du preneur au prorata de sa période d'occupation du bien.

Le précompte immobilier est à charge de l'ISSH

Article 9 : Etat des lieux

L'immeuble est loué dans l'état où il se trouve, tel qu'il est déterminé par un constat d'état des lieux et le preneur s'engage à le restituer tel à sa sortie, compte tenu de ce qui aurait été dégradé par l'usage normal ou la vétusté.

Les parties conviennent qu'un constat des lieux détaillé sera dressé contradictoirement avant l'entrée en jouissance du preneur et à frais partagés. Celui-ci fera partie en tant que tel du bail.

L'état des lieux d'entrée doit être établi endéans le mois. L'état des lieux de sortie doit être établi au plus tard 7 jours après la fin du bail.

Les parties conviennent que cet état des lieux d'entrée sera réalisé à l'amiable. L'état des lieux de sortie pourra être réalisé, soit par les parties à l'amiable, soit par un expert agréé par les deux parties. A défaut d'accord, la Justice de Paix désignera cet expert.

L'avis rendu par le ou les expert(s) désigné(s) par les parties liera celles-ci de manière irrévocable.

Article 10 : Entretien et réparation

Le preneur s'engage à entretenir le bien loué en bon père de famille et à le rendre à la fin du bail dans l'état tel qu'il résulte de l'état des lieux d'entrée. Il veille à respecter les règles de bon voisinage.

Le preneur s'engage à faire exécuter toutes les réparations qui sont à sa charge en vertu de la loi ou des usages.

Il procédera également aux autres réparations, pour autant qu'elles aient été occasionnées par sa propre faute ou par la faute d'une personne, d'un animal ou d'une chose dont il doit répondre.

Sous peine de dommages-intérêts, le preneur signalera sans délai au bailleur, par lettre recommandée, tout sinistre dont la réparation incombe au bailleur.

Article 11 : Frais et charges

Les consommations d'eau, d'électricité, de gasoil, de gaz, l'utilisation de la télédistribution, du téléphone et autres, ainsi que la location et les frais relatifs aux compteurs et autres appareils, comme l'abonnement, le placement, la clôture ou le remplacement lors du relevé des consommations, sont à la charge du preneur.

Le preneur est tenu de faire procéder une fois l'an au moins à l'entretien de la chaudière de l'installation de chauffage central ainsi qu'au ramonage des cheminées. Les gouttières et les fosses d'aisance doivent être vidées régulièrement pour prévenir toute obstruction. Ces nettoyages doivent également être effectués lors de la sortie du bien loué.

Article 12 : Cession et sous-location

Il est interdit au preneur de céder le bail sans le consentement préalable et écrit du bailleur. Le preneur ne pourra invoquer en aucun cas le consentement tacite. Il est également interdit au preneur de sous-louer le bien en partie, sans le consentement préalable et écrit du bailleur et uniquement à condition que la partie restante du bien loué demeure affectée à sa résidence principale. La durée de la sous-location ne peut excéder le terme du bail principal.

Article 13 : Assurances

Le preneur s'engage pendant toute la durée de bail, à faire assurer le bien loué pour la totalité de sa valeur contre les risques d'incendie et le recours des voisins.

Article 14 : Modification du bien loué

Tous travaux, embellissements, améliorations, transformations du bien loué ne pourront être effectués sans l'accord préalable et écrit du bailleur.

En cas d'accord du bailleur, le preneur aura toujours l'obligation de se conformer strictement à toutes les prescriptions urbanistiques et administratives en la matière.

Au cas où le preneur modifie les lieux sans avoir obtenu cet accord, le bailleur peut, au terme du bail, soit accepter le bien dans son nouvel état sans indemnités accordées au preneur, soit exiger que le preneur remette les lieux dans leur état à ses frais.

Si des modifications ont été faites avec l'accord du bailleur, elles seront reprises par le bailleur à la fin du bail, moyennant indemnisation des matériaux et travaux, compte tenu de l'âge et de l'état dans lequel se trouve le bien.

Article 15 : Affichage et visites

A la fin du bail ou en cas de mise en vente du bien loué, le preneur devra laisser apposer des placards aux endroits les plus visibles.

Pendant les trois derniers mois du bail ou durant les trois mois qui précèdent la vente, le preneur laissera visiter les lieux par les candidats-locataires ou les candidats-propriétaires selon le cas et ce, deux fois par semaine durant trois heures consécutives, à déterminer de commun accord.

Pendant toute la durée du bail, le bailleur ou son représentant pourra pénétrer dans les lieux loués, moyennant avertissement préalable du preneur.

Article 16 : Expropriation

En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, le preneur renonce à tout recours contre le bailleur et ne fera valoir ses droits que vis-à-vis de l'autorité expropriante.

Article 17 : Solidarité

Les preneurs et leurs héritiers ou ayants droit à quelque titre que ce soit, sont tenus solidairement et indivisiblement de l'exécution de la présente convention.

Article 18 : Election de domicile - Etat civil

Tant pour la durée du bail que pour toutes les suites de celui-ci, le preneur fait élection de domicile dans le bien loué à moins qu'il ne signifie au bailleur, lors de son départ, une nouvelle élection de domicile en Belgique.

Le preneur sera tenu d'aviser le bailleur sans retard de tout changement de son état civil, notamment par mariage.

Article 19 : Enregistrement

Les formalités d'enregistrement seront réalisées par l'Administration Communale, dans les 2 mois à dater de la présente convention.

Article 20 : Clauses diverses

La présence d'animaux dans le logement est soumise à l'autorisation préalable du bailleur.

Le preneur a l'obligation de communiquer à l'Administration Communale toute modification de sa composition de ménage et de sa situation qui pourrait avoir une incidence sur le calcul de son loyer.

Fait en quatre exemplaires à Estinnes, le 01/09/2016.

Chaque partie déclare avoir reçu 1 exemplaire, le 3^{ème} exemplaire est destiné à l'enregistrement et le 4^{ème} exemplaire à l'ISSH

Par le Collège communal,

La locataire,

La Directrice générale f.f.,
GONTIER L.M.

La Bourgmestre,
TOURNEUR A.

POINT N°28

=====
ENSPRIM/ENS/AV (-1.851.11.08)

Ratification de la désignation d'un enseignant par le Collège communal

Désignation à titre temporaire d'une institutrice primaire, Madame Raffault Pauline pour 24 périodes/semaine, à partir du 25/04/2016 au 13/05/2016 en remplacement de Madame Pourtois Catherine

EXAMEN – DECISION

DEBAT

La Bourgmestre-Présidente A. Tourneur annonce l'examen du point 28 et le présente: Ratification de la désignation d'un enseignant par le Collège communal- Désignation à titre temporaire d'une institutrice primaire, Madame Raffault Pauline pour 24 périodes/semaine, à partir du 25/04/2016 au 13/05/2016 en remplacement de Madame Pourtois Catherine - EXAMEN – DECISION

Vu la délibération du Collège communal en date du 05/05/2016 désignant Mademoiselle RAFFAULT Pauline, née à La Louvière, le 20/10/1990, domiciliée à 7120 Estinnes, rue de Mons 28/31 titulaire du diplôme d'institutrice primaire délivré par la Haute Ecole Provinciale Mons-Borinage-Centre de Mons, le 21/06/2011, en qualité d'institutrice primaire à titre temporaire pour 24 périodes/semaine, du 25/04/2016 au 13/05/2016 à l'école communale d'Estinnes jusqu'à la fin du congé de maladie de Madame Pourtois Catherine et au plus tard le 30/06/2016 ;

Vu le décret du 13/07/98 portant sur l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire ;

Vu le décret du 06/06/94 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement subventionné modifié par le décret du 10/04/95, 25/07/96, 06/04/98, 02/06/98, 17/07/98 et 085/02/99 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la communauté française du 28/08/95 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné modifié le 25/07/96 ;

Vu les titres II et III de la 3^{ème} partie du Code de la démocratie et de la décentralisation-tutelle générale et tutelle spéciale sur les actes des autorités communales ;

Vu les articles L1122-21, L1122-274 et L1213-1 2° du CDLD ;

Attendu qu'il y a lieu de se conformer au prescrit légal ;

DECIDE de procéder au scrutin secret :

La Bourgmestre-Présidente est assistée par les conseillers communaux plus jeunes : A. Jaupart et V. Jeanmart. La Directrice générale f.f. assure le secrétariat.

19 conseillers prennent part au vote.

Il est trouvé 19 bulletins dans l'urne

Le dépouillement donne le résultat suivant :

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1

De ratifier la délibération du Collège communal en date du 05/05/2016 désignant Mademoiselle RAFFAULT Pauline, née à La Louvière, le 20/10/1990, domiciliée à 7120 Estinnes, rue de Mons 28/31 titulaire du diplôme d'institutrice primaire délivré par la Haute Ecole Provinciale Mons-Borinage-Centre de Mons, le 21/06/2011, en qualité d'institutrice primaire à titre temporaire pour 24 périodes/semaine, du 25/04/2016 au 13/05/2016 à l'école communale d'Estinnes jusqu'à la fin du congé de maladie de Madame Pourtois Catherine et au plus tard le 30/06/2016.

Article 2

La présente délibération sera transmise :

- à l'autorité de tutelle, sur demande, conformément à l'article L3122-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
- à la Fédération Wallonie Bruxelles (Bureau Régional à Mons).

L'ordre du jour étant épuisé, la Bourgmestre – Présidente lève la séance à 22H05'.